

l'Anticapitaliste

n°660 | 4 mai 2023 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

PAS DE TRÊVE, PAS D'APAISEMENT



**ON EST LÀ ET
ON SERA LÀ!**

PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Dossier

75 ans après la création d'Israël, les PalestinienEs face à un régime d'apartheid

Pages 6 et 7

ÉDITO

Le Pen et Bardella, ennemis des travailleurEs

Page 2

PREMIER PLAN

Comores. L'État français responsable du chaos à Mayotte

Page 2



ACTU INTERNATIONALE

USA. Vers un match retour Biden-Trump?

Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Kevin et Anne de l'Offensive, une confédération de coopératives, collectifs et groupes locaux lillois

Page 12



Par JULIEN SALINGUE

Le Pen et Bardella, ennemis des travailleurEs

« **C**hers amis, je ne cesserai jamais de vous dire, la politique est un acte d'amour ». C'est par ces mots que Marine Le Pen a ouvert son discours, le 1^{er} Mai au Havre, lors de la « fête de la nation » organisée par le Rassemblement national. On aurait envie de rire, si la situation n'était pas aussi grave, en entendant la leader d'extrême droite nous parler d'amour alors que son parti contribue, depuis des décennies, à véhiculer la haine.

Après cette entrée en matière lyrique, Marine Le Pen a ensuite dressé un tableau apocalyptique de la situation politique et sociale en France, et il ne lui aura pas fallu longtemps pour revenir aux fondamentaux en pointant « le risque d'effacement des millénaires d'histoire et de culture » — comprendre le « grand remplacement ». En délocalisant son rassemblement annuel au Havre, ville de tradition ouvrière, le RN entendait notamment faire passer un message, en surfant sur la contestation sociale actuelle : se préoccuper de la situation des travailleurEs, être au plus près du « peuple », en mettant en scène une opposition à un Macron au service des élites.

Mais rien n'y a fait. Contre-réforme des retraites, salaires au plus bas, précarité, chômage : une seule réponse, nationaliste, chauvine, raciste, du côté de Le Pen, reprise par Bardella qui est intervenu dans la foulée pour vanter « une France fraternelle, où les Français seraient les premiers servis chez eux par l'instauration de la priorité nationale ».

L'imposture « sociale » du RN a été une nouvelle fois mise en évidence, lui qui était déjà fort distant de la mobilisation sociale qui dure depuis trois mois. Et pour cause ! Opposé à un véritable retour à 60 ans avec baisse de la durée de cotisation, opposé à l'augmentation du Smic, opposé à la taxation des bénéficiaires et des grandes fortunes, le RN n'a rien à proposer aux salariéEs et aux classes populaires, qu'il essaie de flatter tout en se rangeant résolument du côté du capital. C'est ainsi que Le Pen et Bardella en ont appelé à « la paix sociale par le retour de l'autorité » : comprendre l'écrasement de toute forme de contestation sociale sur fond de négation de la lutte de classe et de construction d'ennemis de l'intérieur. Comme l'ont rappelé les près de 20 000 manifestantEs qui ont défilé le 1^{er} Mai dans les rues du Havre : l'extrême droite est et demeure l'ennemie des travailleurEs, et la riposte sociale sera antifasciste ou ne sera pas !

À la Une

Pas de trêve, pas d'apaisement On est là et on sera là !

Les manifestations du 1^{er} Mai ont montré que le mouvement contre Macron reste extrêmement puissant. Pour gagner, nous avons besoin d'un programme unitaire d'action et de rupture avec les politiques capitalistes.

Avec 2,3 millions de manifestantEs, ce 1^{er} Mai est historique. Dans de nombreuses villes, ce sont 7, 8, 10 fois plus de personnes qui ont manifesté par rapport aux 1^{er} Mai des années précédentes.

Vers une grève massive le 6 juin

Les chiffres restent très élevés pour un mouvement social, d'autant plus que le 1^{er} Mai se situait pendant les vacances scolaires de deux zones et créait un week-end de trois jours, ce qui ne favorise pas la participation à la manifestation. On a vu des centaines de cortèges combattifs, prêts à continuer la lutte.

Quelles sont les prochaines échéances pour le mouvement ?

Le 3 mai, on saura si le Conseil constitutionnel valide le référendum d'initiative partagée (RIP) qui permettrait une mobilisation populaire, pétitionnaire, pour revenir à la retraite à 62 ans. Cette demande, bien minimaliste — nous sommes favorables au retour de la retraite à 60 ans, 55 pour les métiers pénibles, et 37,5 annuités de cotisations —, si elle était rejetée, montrerait une fois de plus le caractère totalement antidémocratique de la 5^e République. Son hypothétique acceptation ne serait toutefois que le début d'un long processus loin de garantir une victoire sur la contre-réforme des retraites.

Ensuite, l'intersyndicale appelle à une nouvelle grève le 6 juin, deux jours avant le vote d'une loi proposant d'abroger la législation sur la retraite à 64 ans. Si



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

cette date apparaît bien lointaine, nous devons néanmoins absolument réussir cette mobilisation du 6 juin, faire en sorte que la grève soit de nouveau massive, que cela exerce une pression maximale sur les députéEs pour tenter d'arracher une victoire en profitant de la faiblesse des macronistes à l'Assemblée nationale.

Un affrontement global avec le pouvoir

Mais il est peu probable que le Conseil constitutionnel et l'Assemblée nationale aillent dans le sens de remettre en cause la réforme des retraites avec la seule pression d'une nouvelle grève le 6 juin. Car pour les institutions, l'enjeu s'est déplacé vers un affrontement plus global entre le pouvoir et le monde du travail. En interdisant

les sifflets et cartons rouges au Stade de France, en arrêtant des centaines de personnes dans les manifestations, en mettant en danger de mort des manifestantEs comme à Sainte-Soline, le pouvoir montre qu'au-delà de cette réforme, il a prévu d'accélérer une politique antidémocratique et antisociale sans précédent dans un contexte où l'inflation continue de nous appauvrir à grande vitesse. Cette politique brutale a une dimension raciste évidente, comme le montre la situation à Mayotte, où le gouvernement entend déporter par la force 24 000 habitantEs — dont un tiers sont nés sur le sol français et devraient donc avoir la nationalité. Nous sommes entrés dans une période d'affrontement global avec Macron et son pouvoir, qui n'est pas aussi fort qu'il prétend l'être,

comme le montre le fait qu'il soit obligé de lâcher quelques augmentations de salaires aux enseignantEs et de reporter la réforme du droit d'asile.

Faire feu de tout bois

Nous devons faire feu de tout bois pour gagner le retrait de la réforme et contre ce gouvernement : autour de la grève évidemment, mais aussi en construisant et multipliant les initiatives qui visibilisent le mouvement et notre opposition : les casse-lolades, actions, rassemblements, réunions publiques... Ce pouvoir est illégitime et minoritaire, cela doit continuer à se voir et à s'entendre ! Faire feu de tout bois, également en multipliant les conflits sociaux sur toutes les questions : c'est le moment de revendiquer pour les salaires, le temps de travail, en profitant des fragilisations du gouvernement. De ce point de vue, l'extrême droite, qui tente de récupérer la colère, est un ennemi mortel car elle incarne ce qu'il y a de plus régressif pour nos droits et nos libertés.

Nous avons besoin, face à cela, d'une contre-offensive unitaire du monde du travail, des classes populaires, de la jeunesse. Nous avons besoin que toutes les organisations, politiques, syndicales, associatives, se réunissent pour élaborer un programme d'urgence pour les classes populaires et contre le capitalisme, et mettent en place des structures pour organiser l'affrontement avec Macron. Pas de retrait, pas de paix ! Pas d'apaisement, nous serons là pour continuer le combat

COMORES L'État français responsable du chaos à Mayotte

Lorsque l'État français déploie ses troupes spéciales, les conséquences sont toujours dramatiques : rappelons-nous les 22 morts d'Ouvéa en Kanaky, rappelons-nous l'opération « Licorne » au Rwanda qui a permis de protéger la fuite des génocidaires, plus généralement rappelons-nous toutes les interventions impérialistes en particulier en Afrique.

Lorsqu'un ci-devant élu départemental de Mayotte, Salime Mdere, appelle au meurtre en direct à la télévision de service public, là encore le parallèle avec le Rwanda s'impose. Lorsque des milliers de personnes vivent dans la terreur des décasages et des expulsions depuis des semaines, l'indignation nous saisit.

Mépris du droit international

La responsabilité de l'État français est écrasante : depuis la partition de l'archipel des Comores en 1975 au mépris du droit international, 20 résolutions de l'ONU ont condamné l'attitude des autorités françaises qui ont persisté dans le déni en départementalisant l'île de Mayotte (2011). Parallèlement, les barbouzes français (Bob Denard)

sont constamment intervenus dans les affaires intérieures comoriennes jusqu'au probable assassinat du président Abdallah en 1989 par Denard et ses mercenaires. En 1995 est instauré le visa Balladur empêchant la libre circulation entre Mayotte et les autres îles des Comores. On trouve là l'origine des kwassa-kwassa, embarcations de fortune utilisées chaque jour entre

Anjouan et Mayotte, faisant du bras de mer qui les sépare un immense tombeau où ont péri sans doute près de 20 000 personnes depuis 1995. C'est à ce propos qu'Emmanuel Macron en 2017 avait ironisé : « le kwassa-kwassa pêche peu, il amène du Comorien » (sic !).

La pratique des expulsions massives (autant à Mayotte que dans l'ensemble de la France dite métropolitaine), des décasages, des chasses aux Anjouanais dans les écoles et les hôpitaux de Mayotte a constitué l'essentiel de la politique française. La situation sociale est absolument désastreuse, plus de 80 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. De récents rapports (janvier 2022) de différentes inspections générales (santé, éducation, justice...), peu suspects de gauchisme, ont mis en lumière le sous-équipement chronique, la

BIEN DIT

Aujourd'hui, Paris est en quelque sorte la capitale mondiale du mouvement social, [...] puisque à nos côtés il y a une centaine de dirigeants syndicaux des cinq continents qui sont venus pour nous soutenir.

SOPHIE BINET, secrétaire générale de la CGT, Paris, le 1^{er} Mai 2023

Un monde à changer

LES FORTUNES DES 42 MILLIARDAIRES FRANÇAIS EN HAUSSE DE 58% SUR LES DEUX DERNIÈRES ANNÉES.

Cette année encore l'organisation Oxfam a livré son rapport *Inégalités salariales : aux grandes entreprises les gros écarts, et le moins qu'on puisse dire, c'est que cela ne s'arrange pas*. Ainsi, en 2022, les 42 milliardaires français ont augmenté leur fortune de 58% en deux ans. L'argent injecté par les banques centrales pour soutenir l'économie durant la pandémie de covid-19 y est pour quelque chose. Une part des grandes entreprises ont par ailleurs un rôle dans l'inflation en cours depuis un an. L'augmentation des prix des produits de première

nécessité, en particulier alimentaires, s'explique en grande partie par la forte hausse du taux de marge d'un certain nombre de grandes entreprises. « Ces dernières ont profité de la guerre en Ukraine pour augmenter leurs prix et réaliser des superprofits », nous dit le rapport !

En revanche, du côté des salariéEs, le tableau est plus sombre. « En février 2023, le taux d'inflation a atteint 6,3% en un an, alors que les salaires dans le secteur privé n'ont augmenté que de 3,8% », détaille le rapport qui souligne que « les augmentations de salaires sont même bien en deçà du taux d'inflation de biens de consommation courante telle

l'alimentation, dont les prix ont augmenté de 14,8% sur la même période ».

Au final, l'étude montre que, pour les 100 plus grandes entreprises françaises cotées en bourse, la part des richesses allouée aux travailleurEs a baissé de 10 points depuis 2009. Ainsi, entre 2011 et 2021, l'écart entre le salaire moyen des dirigeants et celui de leurs salariéEs est passé de 64 à 97. En dix ans, les PDG des 100 plus grandes entreprises ont augmenté leur rémunération de 66%, leurs salariéEs de 21%, tandis que le smic n'a augmenté que de 14%. La financiarisation accrue des rémunérations des dirigeants marque la vision court-termiste des décisions, alors que plus que jamais il nous faut décider à long terme pour préserver le vivant ! Il y a urgence pour nos salaires, nos retraites et notre planète.

En 2021, Marlène Schiappa, alors ministre déléguée chargée de la Citoyenneté, lance en grande pompe le fonds Marianne, à la suite de l'assassinat de Samuel Paty en octobre 2020, dans les circonstances que l'on sait. Ce fonds est destiné à financer des associations citoyennes et est doté de 2,5 millions d'euros.

Les valeurs de la république... macronienne

Au total 17 associations vont alors toucher des subventions pour promouvoir la citoyenneté et « les valeurs de la République ». Sous couvert de lutte contre le séparatisme, certaines d'entre elles ont promu des contenus politiques pendant une campagne électorale, comme l'a révélé *Mediapart* le 12 avril dernier. Premier épisode médiatique de l'affaire.

Deux associations sont au cœur de la polémique : l'USEPPM (l'Union des sociétés de l'éducation physique et de préparation militaire) de Mohamed Sifaoui et Reconstruire le commun qui ont reçu respectivement 355 000 euros et 330 000 euros. Toutes les deux ont en commun de partager avec Marlène Schiappa et Christian Gravel, qui a conduit la sélection des associations au titre du Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR), la même opposition à l'Observatoire de la laïcité (dissous en juin 2021). Pour la première association, le travail effectué est mis en cause ainsi que ses compétences. Pour la

PROPAGANDE Marianne perd le nord, Schiappa chouchoute ses amis

Mi-avril, alors que la secrétaire d'État chargée de l'Économie sociale et solidaire et de la Vie associative, Marlène Schiappa, faisait augmenter les ventes de Playboy, une affaire sortait ! Tristement peu surprenante de la part d'un gouvernement dont l'amateurisme n'a d'égale que son arrogance.



DR

seconde, la nature de l'association, tout juste créée au moment de la création du fonds, comme ses productions à caractère politique en défense du gouvernement, est pointé du doigt. L'un de ses animateurs est l'ancien responsable des Jeunes avec Macron en 2017, quand un autre a été pris en flagrant délit en train de taguer le mur d'enceinte

de la mosquée de Pantin en 2020 avec les mots « Mosquée de tueurs de profs », « Justice pour Samuel Paty » et « Je suis Charlie ».

Téléguidage ministériel

Et, l'affaire ne s'arrête pas là. Trois collaborateurs de Marlène Schiappa au ministère ont participé à la sélection des associations :

son conseiller chargé de la « prévention de la délinquance » et « des politiques de citoyenneté », John Benmussa, celui travaillant sur la « prévention des atteintes à la citoyenneté », Benoît Pierre, mais aussi le préfet Sébastien Jallet, alors directeur de cabinet. Enfin, l'USEPPM affirme avoir été directement démarchée par le cabinet de Marlène Schiappa pour candidater au fonds Marianne.

Dernier épisode en date, le président de la commission des finances du Sénat a demandé le 24 avril l'ouverture d'une enquête parlementaire. Les documents transmis par le ministère de l'Intérieur ont confirmé les révélations de la presse.

Les présomptions sont fortes, donc. L'enquête dira si des fonds publics ont servi à financer quelques-uns des amis de Macron, Schiappa, leurs amis et leur propagande, sur fond d'instrumentalisation d'un terrible crime. La morale (s'il y en a une), c'est qu'une fois de plus, ce gouvernement est illégitime, n'a aucune leçon à donner à personne. Qu'ils et elles s'en aillent tous !

Fabienne Dolet

misère généralisée, les impasses juridiques absolues comme la question par exemple des enfants nés à Mayotte dont les parents ont été expulsés. Ces mêmes enfants d'ailleurs que Salime Mdere menace de tuer.

Wuambushu, ou la manœuvre pour une futur conflit interne

L'opération Wuambushu menée par l'espèce de cow-boy irresponsable Darmanin est d'abord et avant tout une guerre contre les pauvres. Déplorer l'habitat insalubre pour justifier de la destruction des bungalows est d'une hypocrisie sans nom : aucune solution de relogement n'a été envisagée. Dénoncer les « clandestins » comme de « la vermine à exterminer » (Estelle Youssoufa, députée du groupe LIOT) en les accusant d'être responsables de tous les maux, c'est nier le fait que

selon le droit international, les seuls étrangerEs à Mayotte sont... les FrançaisEs métropolitains ou les RéunionnaisEs, c'est oublier l'exploitation forcée dont sont victimes les habitantEs des bidonvilles souvent par des patrons mahorais sans scrupule, c'est essayer d'écraser toute velléité de simplement vivre dignement.

Sous nos yeux, se mettent en place toutes les dérives, toutes les manœuvres qui visent à justifier un futur conflit interne d'ampleur à Mayotte, conflit que certains désirent sanglant, avec la bienveillance, l'appui militaire d'un pouvoir français toujours colonial, toujours violent, toujours indifférent à la souffrance des peuples.

L'opération Wuambushu est un rappel de ce qui a été la sélection au sein d'un même peuple des « bons et des mauvais » et de ce que



DR

l'extrême droite appelle à reproduire aujourd'hui avec son « Grand remplacement ». Cette opération est une préfiguration du monde monstrueux fondé sur la haine, l'exploitation, la

cruauté, voulu par des forces politiques qui ont aujourd'hui pignon sur rue et qui trouvent des relais parmi des éluEs égarés.
Philippe Azema

Le chiffre

230

C'est le nombre de personnes blessées, selon le décompte provisoire au soir du 1^{er} Mai de l'Observatoire des Street-médics, dont 30 blessées sévères, et plus de 2 000 décontaminations des gaz lacrymogènes.



Agenda

Jeudi 11 mai, réunion publique unitaire sur les retraites avec Christine Poupin, Créteil. À 19h, salle Aimé-Césaire, 48, avenue Magellan, métro Pointe-du-Lac.

Du 5 au 8 mai, Mobilisation contre l'autoroute 133-134, Léry (Eure). À partir de 18h le vendredi, tables rondes, concerts, balades, spectacles, etc., avec la participation de Christine Poupin, porte-parole du NPA (lire page 9). Plus d'infos sur lessoulevemensdelaterre.org

Samedi 13 mai, manifestation pour les services publics, Lure. Rencontres et débats du 12 au 14 mai à Lure (70) et manifestation nationale samedi 13 mai à 14h30.

Un nouvel élan pour les services publics

LURE (70) 12>14 mai 2023

MANIF' NATIONALE
Samedi 13 mai, départ : 14h30

Mardi 6 juin, journée de grève et manifestations intersyndicale.

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveauanticapitaliste.org

NO COMMENT

Bonne fête à tous les travailleurs et à toutes les travailleuses qui, par leur engagement quotidien, construisent l'avenir de notre pays et nous permettent de faire vivre notre modèle social.

ELISABETH BORNE, 1^{er} Mai 2023, Twitter

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 21
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

BRÉSIL **Le MST sous attaque**

Depuis le début de cette année, les milieux proches des grands propriétaires terriens et de l'agrobusiness mènent une campagne médiatique bruyante pour dénoncer les occupations de terres improductives (rebaptisées «invasions»), qui sont le principal outil du MST dans sa lutte pour la réforme agraire¹.

Cette offensive vient de monter d'un cran. Mercredi 26 avril, le président de la Chambre brésilienne des députés, Arthur Lira, a donné le coup d'envoi à l'établissement d'une commission d'investigation parlementaire (CPI) visant le MST. L'objectif officiel de cette commission sera d'«investiguer le véritable objectif du principal mouvement social du pays, et se pencher sur ses sources de financement». Selon la *Folha de São Paulo*, les députés Luciano Lorenzini Zucco et Ricardo Aquino Salles sont pressentis pour en prendre la tête.



L'occupation du MST à Mucuri, Bahia. MST BA

Extrême droite et «bancada ruralista» aux commandes...

Originaire du Rio Grande do Sul (sud du pays), Luciano Lorenzini Zucco, plus connu comme le «lieutenant-colonel Zucco», est un élu des Républicains, parti lié à l'Église universelle du royaume de Dieu et membre de la base alliée de l'ex-président Jair Bolsonaro. [...] L'autre figure-clé de la CPI visant le MST est le député Ricardo Aquino Salles. Membre du Parti libéral, il a été ministre de l'Environnement sous la présidence de Jair Bolsonaro, du 1^{er} janvier 2019 au 23 juin 2021. [...]

Dans leur recherche (aboutie) des 171 signatures de parlementaires nécessaires à l'ouverture d'une CPI, MM. Zucco et Salles ont travaillé main dans la main avec le chef de la «bancada ruralista», la fraction parlementaire représentant les grands propriétaires terriens et les firmes de l'agronégocio, le député Pedro Lupion (parti Progressistes).

La réponse du MST

[...] Pour João Paulo Rodrigues, membre de la direction nationale du MST, cette CPI — la cinquième visant le MST depuis la création du mouvement dans les années 1980 — s'inscrit dans un plan d'ensemble des milieux conservateurs : «La droite va utiliser le parlement fédéral et les assemblées législatives dans tout le pays pour affronter le MST. À cela s'ajoutent leurs moyens de communication, les fake news et les milices armées des clubs de tir des sociétés de collectionneurs, tireurs sportifs et chasseurs. Il s'agit d'un mélange démoniaque». Objectif de ces manœuvres : museler le principal mouvement social du pays et empêcher une résurgence de la lutte pour la réforme agraire sous le nouveau gouvernement Lula. Dans l'interview accordée à la *Folha de São Paulo*, João Paulo Rodrigues réaffirme cependant la détermination du mouvement à lutter contre cette CPI et à continuer sa lutte pour la réforme agraire. Il rappelle aussi les deux principales revendications du MST à l'actuel gouvernement Lula : d'une part, l'attribution de terres aux 60 000 familles vivant aujourd'hui dans des campements ; de l'autre, la mise sur pied d'un plan d'ensemble visant à développer la création d'aliments et préserver l'environnement — ce qui passe par la redistribution des 200 millions d'hectares de terres improductives dans le pays.

Guy Zurkinder

Version intégrale sur alencontre.org

1- Voir par exemple sur le sujet : <http://alencontre.org/ameriques/amelat/bresil/bresil-la-faim-et-la-misere-sont-directement-liees-a-la-question-agraire.html>

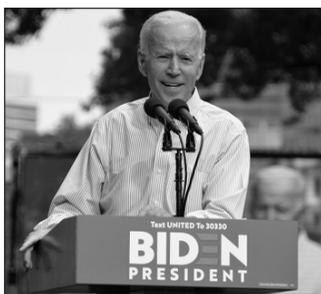
USA **Vers un match retour Biden-Trump ?**

Alors qu'il reste encore un an et sept mois avant la prochaine élection présidentielle américaine, la compétition commence à se dessiner comme un match retour entre le président Joe Biden et l'ancien président Donald Trump.

Joe Biden, qui dit se battre pour la «liberté» et «notre démocratie», a officiellement annoncé qu'il serait candidat à l'investiture du Parti démocrate pour l'élection présidentielle de 2024 — et il est certain de remporter les primaires, sauf un éventuel grave problème de santé.

Trump très soutenu malgré les affaires

Biden, aujourd'hui âgé de 80 ans et certifié en bonne santé par son médecin, aurait 86 ans à la fin d'un second mandat. Bien que la plupart des AméricainEs le trouvent trop vieux et que seulement la moitié des démocrates pensent qu'il devrait se présenter, il a jeté son chapeau dans l'arène et il semble peu probable qu'unE candidatE sérieux le défie. Donald Trump est actuellement jugé dans deux affaires : une affaire pénale pour falsification de documents commerciaux concernant le versement d'une somme de 130 000 dollars à la star du porno Stormy Daniels, avec laquelle il aurait eu des relations sexuelles, et une affaire civile dans laquelle il est accusé d'avoir violé la journaliste E. Jean Carroll au milieu des années 1990. Il fait également l'objet d'enquêtes en Géorgie pour avoir interféré dans l'élection de 2020 et à Washington D.C., pour avoir joué un rôle de premier plan dans l'insurrection du 6 janvier 2021



Joe Biden, ici en mai 2019, pourrait bien être candidat à un deuxième mandat. WIKIMEDIA COMMONS

dans la capitale, ainsi que pour avoir mal géré des documents gouvernementaux. Pourtant, 70% de tous les républicains soutiennent Trump et il a 15 points de pourcentage d'avance sur le gouverneur de Floride Ron DeSantis en tant que premier choix pour l'investiture républicaine. En fait, Trump, qui affirme être persécuté par les «démocrates radicaux d'extrême gauche», a utilisé les accusations portées contre lui pour récolter 18,8 millions de dollars pour sa campagne.

Pas d'enthousiasme pour Biden

Biden devrait être en mesure de remporter une revanche s'il parvient à inciter les jeunes électeurEs, les femmes, les NoirEs et les LatinEs à se rendre aux urnes, mais l'enthousiasme n'est pas au rendez-vous pour l'instant. De plus, les républicains s'emploient à restreindre le droit de vote de manière à réduire les

suffrages des étudiantEs, des NoirEs et des LatinEs. La campagne des démocrates semble pour l'instant se concentrer sur la lutte pour le droit à l'avortement, tandis que les républicains ont décidé de faire du refus de reconnaître les droits des personnes transgenres une question centrale. Alors que le genre sera, pour le moment, au centre des deux campagnes, la question la plus importante dans l'esprit des électeurEs est généralement l'économie ; si l'économie ralentit, Biden devra faire face à une bataille difficile. L'objectif de Biden et de Trump sera de conquérir les électeurEs indépendants. Selon un sondage réalisé en 2022 auprès d'adultes américainEs, 28% d'entre eux s'identifient aux républicains et 28% aux démocrates, mais 41% se considèrent comme indépendants.

Quid d'unE candidatE tiers ?

On peut se demander s'il n'y aurait pas d'autres candidatEs démocrates possibles à l'élection présidentielle. Bernie Sanders, qui s'est présenté deux fois, en 2016 et en 2020, a non seulement annoncé qu'il ne se présenterait pas, mais il a également et immédiatement déclaré qu'il soutenait Biden. Quant à la vice-présidente Kamala Harris, elle sera la colistière de Biden et ne sera donc pas candidate à la présidence, mais elle est de toute façon impopulaire

auprès de l'électorat en général et les démocrates progressistes ne l'aiment pas en raison de son passé de défenseuse de la loi et de l'ordre. Alexandria Ocasio Cortez, chef de file de «l'escouade» des démocrates progressistes, aura 35 ans juste avant le jour de l'élection, ce qui la rend légalement éligible, mais elle est perçue par la plupart comme trop jeune et inexpérimentée et par d'autres comme trop à gauche, sans parler des préjugés raciaux et sexistes auxquels elle serait confrontée en tant que Latina.

À gauche des démocrates se trouve le parti vert mais son candidat à la présidence en 2020, Howie Hawkins, qui était également le candidat à la présidence du Parti socialiste, n'a obtenu que 404 084 voix, soit 0,3% du vote national. Des électeurEs craignent qu'en votant pour les Verts ou les socialistes, ils ne favorisent la victoire des républicains.

Les Democratic Socialists of America (DSA), qui comptent 92 000 membres dans cinquante États, ont une stratégie électorale consistant à soutenir les démocrates progressistes plutôt que de présenter leurs propres candidatEs. DSA tiendra sa convention cet été, et il semble peu probable que la stratégie fondamentale change. Dans une course Biden contre Trump, les membres de DSA soutiendront Biden. Dans ce contexte, la gauche, qui avait marqué des points avec Sanders, pèsera peu dans les élections nationales mais espère jouer un rôle au niveau local.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

AFRIQUE DE L'OUEST **Au Nigeria, violence redoublée contre les femmes**

Victimes des djihadistes, les femmes le sont aussi des forces armées nigérianes comme le révèle une enquête intitulée «Nightmare in Nigeria» (cauchemar au Nigeria) de l'agence de presse internationale Reuters.

C'est une véritable guerre qui se déroule au nord-ouest du Nigeria depuis que les forces armées ont exécuté le dirigeant Mohamed Yusuf. Depuis 2009, date de l'assassinat, cette région est confrontée à des attaques incessantes du groupe. En 2016, Boko Haram a connu une scission, la partie majoritaire a fait allégeance à l'État islamique et est connue sous l'acronyme anglais de l'ISWAP (Islamic State's West Africa Province - État islamique en Afrique de l'Ouest).

Le calvaire des femmes

On estime que près de 300 000 personnes sont mortes, essentiellement des civils, la plupart en raison des famines et des maladies occasionnées par le conflit. L'agence de presse Reuters a publié une enquête dévoilant un programme secret de l'armée nigériane particulièrement scandaleux. Lors des attaques de villes et villages par les djihadistes, ces derniers enlèvent des femmes et des filles. On se souvient de l'enlèvement des lycéennes de Chibok en 2014 qui avait provoqué un grand mouvement de solidarité.

Ces enlèvements ont pour but de fournir des femmes aux combattants et sont importants dans le processus de recrutement. En effet, pour beaucoup d'hommes pauvres, le mariage est impossible faute de pouvoir payer une dot.



WIKIMEDIA COMMONS

Les captives sont battues, violées, et vivent dans des conditions misérables. Lors des opérations militaires, si ces femmes sont libérées, leur calvaire n'est pas pour autant fini.

Avortements forcés en masse

Les femmes et filles enceintes sont victimes d'avortements imposés par les militaires, soit dans les hôpitaux de la ville de Maiduguri, la capitale de l'État de Borno, soit dans les casernes dans des conditions sanitaires déplorables. Souvent, les avortements sont pratiqués sous forme médicamenteuse par l'utilisation de misoprostol et de mifépristone ; d'autres se voient injecter de l'ocytocine, une hormone puissante, par voie intramusculaire. Un procédé particulièrement dangereux car une injection trop rapide peut provoquer la rupture de l'utérus et la mort.

Les journalistes de Reuters qui ont mené l'enquête estiment qu'au minimum plus de 10 000 femmes et filles ont été victimes de ces pratiques depuis des années.

Le nombre et la durée impliquent qu'il s'agit bien d'une opération officielle exigeant une logistique conséquente menée par la 7^e division de l'armée en charge de la lutte contre les djihadistes, même si elle nie toute responsabilité.

Un «djihadisme héréditaire»

Les militaires, qui ont accepté sous couvert d'anonymat les entretiens avec les journalistes de l'agence de presse internationale, avouent que ces avortements imposés sont justifiés pour le bien de la mère. Elle serait sinon, elle et son enfant, stigmatisés par la population. Mais la principale raison évoquée est qu'un

enfant dont le père est djihadiste sera plus tard lui aussi un terroriste. Un argument qui trouve écho à une autre affaire tout aussi horrible où est impliquée de nouveau la 7^e division de l'armée.

Reuters a en effet documenté des massacres de femmes avec leurs enfants. Là aussi on est loin des bavures et leur pratique revêt un caractère régulier. Lors de la libération par l'armée des territoires occupés par les djihadistes, les exécutions sommaires sont fréquentes. Des témoignages font état de femmes, couchées au sol visage face terre avec leur bébé dans le dos, froidement exécutées. Les militaires se justifient en expliquant qu'il ne faut prendre aucun risque. Ces enfants peuvent être des enfants de djihadistes et ils seront des combattants parce que leur sang est contaminé. À côté de cette explication irrationnelle, d'autres sont avancées tout aussi terrifiantes. Parmi les soldats peu payés, mal équipés, pris au piège d'une guerre qui s'enlise, certains pensent que la seule solution est la politique de la terre brûlée pour en finir et montrer aux populations que l'armée peut faire bien pire que les djihadistes. D'ailleurs certaines offensives particulièrement violentes de l'armée sont décrites par les officiers comme des Operation No Living Things («opération aucun être vivant»). Une barbarie partagée par les deux camps.

Paul Martial

GRÈCE Quatre ans de luttes contre le « mémorandum Mitsotakis »

Malgré les brutales mesures antisociales et répressives, jamais depuis 2019 les luttes n'ont cessé, et même si elles n'ont pas changé en profondeur le paysage à gauche, leur diversité et leur massivité restent signe d'espoir au-delà des élections législatives du 21 mai prochain.

Des luttes ouvrières malgré les obstacles

Comme sous les mémorandums, les luttes ont eu pour objet les salaires et les conditions d'emploi que le pouvoir a rendues de plus en plus dures. En ce début d'année, les accidents du travail mortels se sont multipliés. Dans le secteur public, le pouvoir tente de rendre illégales les grèves, nombreuses ces derniers temps, contre la politique « d'évaluation » synonyme de salaires « au mérite » et de régressions. Toutefois, un obstacle important est celui de la structuration syndicale : face à la direction bureaucratique de la confédération unique du privé et à la division, la question de la relance de l'outil syndical est un enjeu central en lien avec une question trop peu avancée, celle de l'unité de la classe, décisive pour le proche avenir.

Dès son élection en juin 2019, Mitsotakis a attaqué les jeunes et les travailleurEs en profitant de leur dépit des quatre années de Syriza et de la division à gauche.



Au-delà des journées nationales de grève (24 heures) toujours fort suivies, l'activité revendicative s'est maintenue dans de nombreux secteurs : luttes victorieuses pour les conventions collectives à efood et chez les dockers de Cosco. Des luttes populaires avec participation syndicale comme celle en cours contre la privatisation de l'eau renforcent la combativité : récemment 25000 personnes se sont réunies à Salonique, et la mairie d'Athènes refuse d'accorder aujourd'hui la place centrale pour une manif du même type. Le soutien continue à la lutte exemplaire de l'usine VIOME occupée depuis dix ans et relancée par les travailleurEs!

Des luttes contre l'État policier et dans de nombreux secteurs!

La résistance s'est manifestée dès l'été 2019 contre la fin de l'asile puis contre la création d'une police universitaire : le mouvement étudiant a fait reculer le pouvoir. Pendant la pandémie, de grosses mobilisations ont eu lieu contre l'État policier voulu par Mitsotakis et contre la gestion médicale catastrophique, avec des luttes énergiques dans les hôpitaux publics. Si le mouvement écolo ne s'est pas étendu nationalement comme dans d'autres pays, les luttes locales sont nombreuses en défense des attaques accrues contre l'environnement,

Mitsotakis projetant par ailleurs d'accélérer les forages sous-marins avec l'ambition anachronique que la Grèce devienne championne d'extraction d'hydrocarbures... Les luttes antiracistes ont baissé d'intensité malgré l'activité d'associations comme KEERFA, mais la vigilance antifasciste reste forte, comme en témoignent tous les ans les grosses manif commémorant le meurtre du rappeur Fyssas par les nazis. Citons encore les récentes luttes dans le secteur culturel et archéologique (privatisation de musées nationaux) ou contre les saisies immobilières... Mais la lutte la plus marquante, qui a mis dans la rue des centaines de milliers de Grecs et de Grecques, a éclaté en mars après la tragédie ferroviaire de Tèmbi : malgré les manœuvres pour étouffer sa responsabilité criante, Mitsotakis ne pourra pas empêcher que les élections résonnent de la colère portée dans le slogan « Nos morts, leurs profits », avec tout ce que cela porte de rupture avec la fuite en avant du capitalisme!
À Athènes, le 29 avril 2023, A. Sartzekis

GRANDE-BRETAGNE Les infirmières en grève restent sur la défensive

Les infirmières ont vu leur grève de 48 heures écourtée par les lois antisyndicales des conservateurs. Des milliers d'infirmières dans toute l'Angleterre ont à nouveau tenu un piquet de grève lundi pour réclamer une véritable augmentation de salaire.

Les membres du syndicat RCN (Royal College of Nursing) sont furieux que le gouvernement n'ait proposé qu'une augmentation de 5% pour cette année, alors que l'inflation est plus de deux fois supérieure. À l'hôpital Saint-Thomas, dans le centre de Londres, Alice explique qu'elle est en grève pour une raison essentielle : « Nous avons besoin de plus d'infirmières », dit-elle. « Nous ne sommes jamais au complet. Nous sommes toujours en train de remplir les postes avec des employés de banque ». Elle et ses collègues sont furieux que le gouvernement ait assigné leur syndicat en justice pour qu'il ramène à 28 heures la grève de 48 heures qu'ils avaient prévue.



SOCIALIST WORKER

Piquets de grève animés

Alice estime qu'il s'agit d'une manœuvre « sournoise ». « Les conservateurs ont agi de manière tout à fait politique », a-t-elle déclaré. « Ils auront dépensé beaucoup d'argent pour aller devant les tribunaux. C'était juste pour dire, nous avons le pouvoir sur vous, vous devez faire ce que nous voulons. »

À l'hôpital voisin de Great Ormond Street, les piquets de grève sont animés malgré un accord entre le RCN et l'hôpital qui a contraint de nombreuses infirmières à travailler tout au long de la grève.

Charleen exprime des sentiments mitigés à l'égard de cette décision. « D'un côté, je comprends, nous nous occupons d'enfants vulnérables. D'un autre côté, en tant que travailleuse, je me sens un peu trahie ». Elle ajoute que le syndicat aurait dû s'en tenir à son projet de grève de 48 heures, malgré la victoire juridique des conservateurs. [...]

La consternation s'est emparée des infirmières lorsqu'il est apparu que le syndicat avait décidé de ne pas contester l'action en justice avec sa propre équipe juridique.

Négociations avec les conservateurs

Au lieu de cela, Pat Cullen, leader du RCN, s'est présentée seule devant le juge avec une déclaration qui ne disait guère plus que le syndicat estimait que l'ensemble de la grève prévue était légale.

Dans les jours qui ont précédé le procès, M. Cullen avait promis une solide défense de la grève, avec une équipe de juristes bien au fait de la jurisprudence syndicale. Jusqu'à présent, le syndicat n'a pas expliqué pourquoi il n'a pas contesté l'affaire comme il se doit.

Et ce n'est pas seulement au tribunal que les dirigeants ont échoué. Au début de l'année, le RCN a mis fin à ses actions dès que les conservateurs ont accepté de négocier, alors que la grève était le meilleur moyen de pousser les ministres à offrir davantage.

Les dirigeants syndicaux ont ensuite fait pression sur les infirmières pour qu'elles acceptent l'offre pitoyable du gouvernement en matière de rémunération le mois dernier. Ils ont ensuite menacé d'ouvrir une enquête policière contre des membres indignés qui ont signé une pétition demandant la démission du conseil syndical en place.

Cela signifie que les infirmières ne peuvent pas laisser entre les mains des dirigeants et des responsables syndicaux le vote à venir pour une grève dans toute l'Angleterre.

Yuri Prasad and Sophie Squire

Version intégrale sur : <https://socialistworker.co.uk/news/striking-nurses-remain-defiant-and-question-rcn-union-leaders-strategy/>

GAFAM En Suisse, le taux minimal est-il une tromperie maximale?

À l'issue d'une réunion des ministres des Finances du G7 le 5 juin 2021, une double proposition a abouti à un accord dans le cadre de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), organisation regroupant 139 pays. Cet accord vise d'abord à instaurer un « taux impôt d'imposition minimal mondial » de 15% et devrait être accompagné par une allocation « équitable » entre les pays du Nord et ceux du Sud et « des droits à taxer » les profits des entreprises multinationales (EMN). Transposé le 15 décembre 2022 dans le droit européen par l'UE, l'entrée en vigueur en Europe de la réforme est prévue pour le 31 décembre 2023. Cette « unité » européenne (l'accord nécessitait l'unanimité) ne concerne que l'impôt minimal, qui ne représente qu'une partie de l'accord OCDE (dite pilier 2). Le premier pilier, qui prévoit l'imposition des entreprises là où elles réalisent leurs bénéfices, nécessite un accord international qui n'a pas encore été trouvé. [...]

La Suisse, ultra-paradis fiscal
Selon les statistiques de l'institut suisse BAK, le taux moyen d'imposition mondial était de 26,2% en 2021. Le taux moyen dans l'austère Helvétie est de 13,9%, soit quasiment la moitié. Dans ce classement, 11 cantons suisses se trouvent sous le taux du champion européen, l'Irlande (13,8%). Le lauréat alpin est Nidwald (9,8%), qui devance de justesse Hong

L'instauration d'un taux mondial d'imposition minimal de 15% des plus grosses entreprises multinationales, qui vise principalement les sociétés informatiques (GAFAM) serait un « pas de géant ». Les citoyenEs helvétiques voteront en juin sur cette réforme présentée comme « historique ».



Sommet du G7, le 5 juin 2021. ADAM SCHULTZ/WIKIMEDIAS COMMONS

Kong. De manière contre-intuitive, ce sont les États-Unis qui ont le taux le plus élevé (33,4%) mais plusieurs États ont des lois qui favorisent la sous-enchère, comme le Delaware. Avec le taux minimal proposé, la planète entière pourrait s'aligner sur Singapour (15,6%). [...]

À la critique de la faiblesse du taux doit s'ajouter celle de sa fixité. Celui-ci n'est pas progressif, c'est-à-dire qu'il n'augmente pas en fonction du bénéfice des multinationales. Alors que ce principe est largement appliqué aux revenus de la majorité des populations, les EMN en sont exemptées.

Le sel helvétique

[...] La version adoptée par une majorité nette des Chambres fédérales à l'issue du débat sur l'application de cet accord s'en tient évidemment au taux de 15%. Ce qui signifie pour toute une série de cantons un relèvement des taux d'imposition assez importants. Mais plutôt que de prévoir que ces surplus de recettes fiscales puissent aller dans les pays où sont réellement réalisés ces bénéfices — par exemple les pays où sont extraites les matières premières commercialisées par les sociétés de négoce — la loi prévoit que 75% de cette somme soit redistribuée aux cantons qui

ont augmenté leur taux. Ainsi le canton de Bâle-Ville, qui impose aujourd'hui à 11%, se verrait récompensé lors du passage au taux OCDE.

Au niveau fédéral, les recettes supplémentaires (les 25% du total) doivent être explicitement utilisées pour des mesures de « promotion économique » — lire « pas pour le climat ou les services sociaux ». Pour les cantons bénéficiaires, cela pourrait se traduire par des réductions d'impôts sur le capital ou pour les personnes physiques, dans la perspective d'attirer des « riches » et donc de poursuivre la concurrence fiscale intercantonale.

L'application nationale de cette réforme n'améliore pas la recherche d'une justice sociale, d'une meilleure équité fiscale et n'ouvre visiblement pas une meilleure imposition des bénéfices des EMN. Bâtie sur une logique libérale et des compromis internationaux, cette « réforme » proposée par l'OCDE mérite un rejet dans les urnes et dans la rue. La lutte pour une forte imposition des EMN ne sera d'ailleurs qu'un des moyens pour réduire leur niveau de nuisances.

José Sanchez

Version intégrale à lire sur : <https://solidarites.ch/journal/419-2/taux-minimal-ou-tromperie-maximale/>

DU PREMIER CONGRÈS SIONISTE À LA NAKBA DE 1948

La déclaration unilatérale d'indépendance de l'État d'Israël en mai 1948 n'est pas tombée du ciel : elle est une étape décisive dans la consécration d'un projet national/colonial qui s'est développé en Europe dans la deuxième partie du 19^e siècle.

Le 1^{er} congrès sioniste se réunit en août 1897, à Bâle. Il consacre la transformation en mouvement politique d'un courant idéologique né en Europe au cours de la seconde moitié du 19^e siècle. Face au développement d'un antisémitisme virulent et meurtrier, les sionistes, dont l'une des principales figures est Theodor Herzl, auteur de *l'État des Juifs* (1896), postulent l'impossibilité d'une coexistence entre Juifs et nations européennes, et préconisent en conséquence la création d'un État juif. Ce courant est très minoritaire chez les Juifs, beaucoup plus attirés par les organisations ouvrières, tel le parti Bund qui regroupe en Europe orientale des centaines de milliers de militants juifs se revendiquant du socialisme. Les résolutions du congrès de Bâle déterminent les objectifs du mouvement sioniste. Le but est « d'assurer au peuple juif un foyer en Palestine garanti par le droit public ». Pour y parvenir, les délégués recommandent « l'encouragement systématique à la colonisation de la Palestine » et « des démarches [...] afin d'obtenir des gouvernements le consentement nécessaire pour atteindre le but du sionisme ». Ces deux recommandations annoncent deux contradictions qui structureront, et structurent encore, le conflit entre Israël et le peuple palestinien. La première est la contradiction entre

Le projet sioniste est un projet colonial qui suscite la désapprobation des autochtones. Il a donc besoin de l'appui des puissances qui dominent la région

la volonté de créer un État juif en Palestine et la présence d'un peuple sur cette terre (il n'y a que 5% de Juifs en Palestine en 1900). La seconde est la contradiction entre la rhétorique émancipatrice du sionisme et sa communauté d'intérêts avec les pays impérialistes.

«Avant-garde de la civilisation contre la barbarie»

Le projet sioniste est un projet colonial qui suscite la désapprobation des autochtones. Il a donc besoin de l'appui des puissances qui dominent la région, notamment de la Grande-Bretagne qui exerce un mandat sur la Palestine après la Première Guerre mondiale. Ce soutien est affirmé en novembre 1917 par le ministre britannique des Affaires étrangères, Lord Balfour, qui déclare que « le gouvernement de sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif ». Les Britanniques ont été convaincus par les garanties données par Chaïm Weizmann, dirigeant sioniste résidant à Manchester. Il a repris l'argument de Theodor Herzl, considéré comme le père fondateur du sionisme, qui écrivait que l'État juif serait « l'avant-garde de la civilisation contre la barbarie ». Le premier gouverneur britannique de Jérusalem déclare au début des années 1920 que l'État juif sera « un petit Ulster juif loyaliste dans un océan d'arabisme potentiellement hostile ». Forte de ce soutien, la colonisation s'accélère dans les années 1920 et 1930. L'allégeance sioniste aux intérêts impérialistes se concrétise en 1936 : lors du premier soulèvement des Palestiniens contre la colonisation juive et la tutelle britannique, les milices sionistes épaulent l'armée britannique pour écraser une révolte qui menace de prendre une tournure régionale.

Nettoyage ethnique

La Seconde Guerre mondiale et le génocide confèrent une légitimité nouvelle au sionisme. De plus, les grandes puissances voient plutôt d'un bon œil la création d'un État allié au cœur d'une région fortement déstabilisée par le développement des mouvements anticoloniaux. En novembre 1947, l'ONU décide d'un partage de la Palestine entre un État juif (54% du territoire) et un État arabe (46%). Les Juifs ne représentent alors qu'un tiers de la population. Les dirigeants sionistes vont tout mettre en œuvre pour étendre la superficie de l'État juif et pour en expulser les non-Juifs : la colonisation n'ayant pas suffi, il faut en passer par le nettoyage ethnique. Lorsqu'en mai 1948 Israël déclare son indépendance, qui déclenche la première guerre israélo-arabe, 400 000 Palestiniens ont déjà été chassés.

Entre 1947 et 1949, environ 800 000 Palestiniens, soit 80% de ceux qui résidaient à l'intérieur du territoire sur lequel Israël proclame son indépendance, sont expulsés et deviennent des réfugiés. Ce ne sont pas des victimes « collatérales » de la guerre de 1948, mais les victimes d'un plan d'expulsion minutieusement établi, le Plan Daleth, dont l'objectif était simple : le plus de terre et le moins d'Arabes possible sous juridiction israélienne. C'est la « Nakba », durant laquelle 10 000 Palestiniens seront tués, dont certains au cours de véritables massacres, comme à Deir Yassine (avril 1948, plus de 100 morts) ou Kfar Etzion (mai 1948, plus de 100 morts). Les forces armées sionistes prennent le contrôle de 774 villes et villages et en détruisent 531. L'État juif est né du nettoyage ethnique des Palestiniens, au terme duquel, à l'armistice signé en février 1949, moins d'un tiers de la population s'est attribué 78% de la superficie de la Palestine du Mandat.

J.S.



Contrairement à une assertion couramment admise, qui affirme que « le conflit israélo-palestinien est une question complexe », les données du problème sont en réalité relativement simples : l'instabilité permanente dans l'ancienne Palestine mandataire résulte, en dernière analyse, de l'indépassable contradiction entre le projet sioniste d'établir un État juif en Palestine et la présence sur cette terre d'un peuple autochtone refusant d'abandonner ses droits nationaux. De la grande révolte arabe de 1936, provoquée par l'accélération de l'immigration sioniste et des acquisitions de terres par les colons juifs, aux récentes attaques conduites à Jénine ou Naplouse dans le but de détruire des cellules armées palestiniennes, en passant par la « Nakba » de 1947-1949, c'est cette contradiction essentielle qui demeure le moteur du conflit. À l'occasion du 75^e anniversaire de la création de l'État d'Israël (14 mai 1948), nous revenons dans ce dossier sur les événements qui se sont alors produits, la dynamique dans laquelle ils s'inscrivaient, et leur actualité au vu de la situation en Israël/Palestine.

ISRAËL EN 2023 : UN ÉTAT D'APARTHEID

En refusant de concéder le moindre droit aux Palestiniens tout en poursuivant son expansion coloniale, l'État d'Israël a petit à petit, paradoxalement et dans une certaine mesure, inversé la tendance à la fragmentation qui était à l'œuvre depuis plusieurs décennies. De fait, il existe aujourd'hui un seul État entre la Méditerranée et le Jourdain, avec entre autres un seul système économique (déséquilibré mais unifié), une seule monnaie, des infrastructures communes (routes, eau, électricité...), deux langues, l'arabe et l'hébreu, qui sont déjà celles de l'État d'Israël, etc. Un seul État mais, en son sein, une population privée de ses droits nationaux et démocratiques sur des bases ethno-nationales, soit une situation qui peut être qualifiée de régime d'apartheid.

Si la notion d'apartheid a été forgée, en droit international, à la lumière de l'expérience du régime discriminatoire à l'œuvre en Afrique du Sud de 1948 à 1991, les discours visant à expliquer que l'on ne peut pas parler d'apartheid à propos d'Israël car « Israël n'est pas l'Afrique du Sud » sont nuls et non avenues. En effet, l'apartheid n'est pas « le régime sud-africain », mais une notion de droit international permettant de qualifier un certain type de crimes, et c'est bien pour cela que les centaines de travaux de recherche et d'articles visant à expliciter dans quelle mesure le terme « apartheid » peut être appliqué à la politique d'Israël n'affirment pas que cette dernière serait strictement la même que celle de l'Afrique du Sud de 1948 à 1991. La Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid (1973) et le Statut de Rome de la Cour pénale internationale (1998) donnent ainsi des définitions et des critères assez précis pour qualifier une politique d'apartheid,

avec notamment l'évocation « [d']un régime institutionnalisé d'oppression systématique et de domination d'un groupe racial sur tout autre groupe racial ou tous autres groupes raciaux et dans l'intention de maintenir ce régime ».

« Cimentier la suprématie d'un groupe sur un autre »

« Le régime israélien, qui contrôle tout le territoire entre le Jourdain et la Méditerranée, cherche à faire avancer et à cimenter la suprématie juive dans toute la région. À cette fin, il a divisé la région en plusieurs unités, chacune dotée d'un ensemble différent de droits pour les Palestiniens — toujours inférieurs aux droits des Juifs. Dans le cadre de cette politique, les Palestiniens se voient refuser de nombreux droits, dont le droit à l'auto-détermination. Cette politique est mise en œuvre de plusieurs façons. Israël moule la démographie et l'espace par des lois et des ordonnances qui permettent à tout Juif dans le monde ou à sa famille d'obtenir la citoyenneté israélienne, mais

dénie presque complètement cette possibilité aux Palestiniens. Il a physiquement reconstruit la région entière en s'emparant de millions de dunams de terre et en établissant des communautés réservées aux Juifs, tout en repoussant les Palestiniens vers des petites enclaves. Le déplacement est contraint par des restrictions sur les sujets palestiniens, et le régime politique exclut des millions de Palestiniens de la participation aux processus qui déterminent leur vie et leur avenir, tout en les maintenant sous occupation militaire. Un régime qui utilise lois, pratiques et violence organisée pour cimenter la suprématie d'un groupe sur un autre est un régime d'apartheid. L'apartheid israélien qui promeut la suprématie des Juifs sur les Palestiniens n'est pas né en un seul jour, ni d'un seul discours. C'est un processus qui est graduellement devenu plus institutionnalisé et plus explicite, avec des mécanismes introduits au cours du temps dans la loi et dans la pratique pour promouvoir la suprématie juive. Ces mesures

Un régime qui utilise lois, pratiques et violence organisée pour cimenter la suprématie d'un groupe sur un autre est un régime d'apartheid

accumulées, leur omniprésence dans la législation et la pratique politique, et le soutien public et judiciaire qu'elles reçoivent — tout cela forme la base de notre conclusion : la barre pour qualifier le régime israélien d'apartheid a été atteinte. »

« Un combat beaucoup plus puissant »

La longue citation qui précède, tirée de la conclusion d'un rapport publié en 2021 par l'ONG israélienne B'Tselem, résume en grande partie les processus à l'œuvre en Israël et dans les territoires palestiniens occupés. Ce sont plus de 14 millions de



WIKIMEDIA COMMONS

personnes qui vivent aujourd'hui entre la Méditerranée et le Jourdain, dont environ la moitié sont juives et l'autre moitié sont palestiniennes, avec un niveau d'imbrication inédit entre les populations, favorisée par la colonisation de la Cisjordanie et de Jérusalem. Ces 14 millions de personnes sont sujettes, de droit ou de fait, à l'autorité d'un même régime, qui les (mal-)traite sur la base de critères ethno-nationaux et, quand bien même il existerait une gradation dans les discriminations selon les secteurs de la population palestinienne, les sept millions de Palestiniens font face à une politique unifiée d'apartheid.

En 2021, le soulèvement simultané des Palestiniens des territoires occupés et des Palestiniens d'Israël contre les politiques discriminatoires avait pu être appréhendé comme la première expression d'une

forme d'opposition unifiée à cette politique, même si elle se cherche encore, qui participe d'une reformulation du discours de libération nationale autour de mots d'ordre à la fois anti-coloniaux et démocratiques. C'est ce que craignait, à juste titre, l'ancien Premier ministre israélien Ehud Olmert, qui déclarait en 2003 dans le journal *Haaretz* : « Le temps nous est compté. De plus en plus de Palestiniens ne sont plus intéressés par une solution négociée, à deux États, car ils souhaitent changer l'essence même du conflit en passant d'un paradigme de type algérien à un paradigme de type sud-africain ; d'un combat contre "l'occupation", pour reprendre leur vocabulaire, à un combat de type "un homme = une voix". C'est bien sûr un combat beaucoup plus clair, beaucoup plus populaire et, au final, beaucoup plus puissant ». J.S.

« PUISSENT LES MANIFESTATIONS ANTI-NETANYAHOU RÉUSSIR. ET ENSUITE, QUE SE PASSERA-T-IL AVEC LES PALESTINIENS ? »

La fureur est compréhensible, l'inquiétude justifiée. Il est de plus en plus clair que l'inquiétude n'est pas exagérée, que l'objectif du plan [de Netanyahu] est de soumettre le pouvoir judiciaire, laissant le pouvoir entre les mains de la branche exécutive du gouvernement, qui en Israël contrôle également la branche législative. Le pays ne ressemblera plus à une démocratie libérale, comme les Israéliens aiment à définir (à tort) leur système de gouvernement. Nous sommes confrontés à une tentative de coup d'État de type hongrois. Par conséquent, la protestation semble justifiée. Je lui souhaite de réussir.

« Une étape à la fois »

Tout comme les protestations précédentes, devant la résidence du Premier ministre, à Jérusalem, leur seul objectif est de renverser, d'écarter ou d'arrêter une personne ou un processus. À l'époque, c'était « tout sauf Bibi ». Maintenant, c'est « tout sauf un coup d'État ». Hier comme aujourd'hui, il n'y a pas de plan B. Supposons que vous vous débarrassiez de Netanyahu, qui le remplacera ? Supposons que vous arrêtez le coup d'État ; qu'est-ce qui viendra à sa place ? Les gens diront : « Occupons-nous d'abord du danger immédiat, puis nous

Le point de vue du journaliste israélien Gideon Levy à propos des mobilisations « démocratiques » contre le gouvernement Netanyahu.

verrons. Une étape à la fois. C'est ce qui est urgent maintenant, ce qui doit pousser tout le reste de côté. »

Supposons que les protestations et la pression internationale réussissent au-delà de toute attente et que Netanyahu soit déclaré inapte à servir, que Yariv Levin [ministre de la Justice depuis le 22 décembre 2022] redevienne ministre du Tourisme [mandat qu'il occupa de mai 2015 à mai 2020] et qu'Israël redevienne ce qu'il était avant. La Cour suprême conservera son indépendance, sans entrave, et continuera à légitimer : les détentions sans procès, les punitions collectives, les colonies et la déportation des demandeurs d'asile.

Une étrange héroïne

La procureure générale Gali Baharav-Miara recommencera à faire ce qu'elle a fait toute sa vie professionnelle : cette héroïne du mouvement de protestation recommencera à défendre inlassablement l'establishment de la défense, comme le décrit Hilo Glazer dans un article de fond retraçant sa carrière (*Haaretz*, 3 février 2023).

« Elle a adhéré à cette fonction dès le début », dit l'article, en faisant référence à son grand succès pour rejeter un procès clairement

Il est vrai que les choses pourraient être pires — le coup d'État amoindrira la démocratie — mais comment pouvons-nous continuer à fermer les yeux sur les agissements d'Israël lorsque nous luttons pour sa démocratie ?

justifié. « Cela correspondait à son programme consistant à protéger de toutes ses forces les soldats des FDI [armée israélienne]. » Le procès a été intenté par la famille de la militante Rachel Corrie, qui demandait des dommages et intérêts après que leur fille a été écrasée à mort par un bulldozer des FDI dans la bande de Gaza en 2003. Quel grand triomphe en salle d'audience et quel manque-moral, comme lorsqu'elle a réussi à disculper le lieutenant-colonel Shalom Eisner dans un autre procès visant à obtenir des dommages et intérêts après qu'il a été filmé en train d'agresser vicieusement un Palestinien et un manifestant danois. Dans le



DR

mémoire de défense de Baharav-Miara, le soldat brutal est devenu une victime. Baharav-Miara a également été responsable du rejet d'une demande de compensation du père de trois filles tuées à Gaza, le Dr Izzeldin Abuellaish [voir article paru dans *Haaretz*, le 26 novembre 2021 par Ravit Hecht], et d'une autre demande de la famille d'une fille tuée à Gaza, sur laquelle on a tiré une seconde fois pour s'assurer qu'elle était bien morte. L'avocat des droits de l'homme Eitay Mack a déclaré que l'accusation dirigée par Baharav-Miara a mené une campagne tous azimuts contre ces justes revendications. Le

journal *Makor Rishon* a écrit qu'elle avait pris ces affaires en charge comme un « projet personnel ». C'est cette personne que les protestations encensent. Si elle réussit, elle reviendra en force.

« Ce sera toujours l'apartheid »

Les personnes en Israël qui subissent les crimes de l'occupation ont du mal à se joindre à une mobilisation avec ces objectifs et ces héros. Il est vrai que les choses pourraient être pires — le coup d'État amoindrira la démocratie — mais comment pouvons-nous continuer à fermer les yeux sur les agissements d'Israël lorsque nous luttons pour sa démocratie ?

On ne peut pas parler de démocratie uniquement pour les Juifs, ni même pour les seuls citoyens et citoyennes d'Israël. Toute lutte pour la démocratie qui ignore la dictature militaire, qui est une partie inséparable du régime d'Israël, n'est pas une mobilisation à laquelle on peut se joindre. Le fait que l'on parle enfin de démocratie et que des collectifs importants de personnes soient prêts à se battre pour elle est un signe d'espoir. Respect est dû aux lauréats du prix de la défense d'Israël [Israel Defense Prize qui est distribué depuis 1958 par le Président d'Israël, actuellement Isaac Herzog], aux architectes, aux avocats, aux psychiatres, aux hommes d'affaires et à tous ceux qui se mobilisent. Mais une mobilisation qui ne s'intéresse pas au véritable état de la démocratie, qui ne propose aucune alternative au statu quo et qui est incapable de faire passer la discussion sur la démocratie à une réflexion effective sur sa véritable signification — autrement dit, la démocratie pour tous — est moralement déficiente. Bonne chance à vous, mes amis, du fond du cœur. Mais même si vous l'emportez, ce sera toujours l'apartheid, pas la démocratie.

Gideon Levy

Article publié sur [haaretz.com](https://www.haaretz.com).

En bref

Orne Les habitantEs disent non à 19 km de route en plus. Samedi 29 avril, 150 personnes se sont retrouvées à Briouze dans l'Orne sur le tracé d'un tronçon de 2x2 voies, qui a reçu le feu vert de la préfecture le 10 mars dernier. Trois itinéraires de balades étaient organisés pour observer les conséquences sur la biodiversité de ce projet.

Ce projet est socialement injuste et écologiquement irresponsable ! Il a été budgétisé pour 19 km de route à 80 millions d'euros il y a dix ans, alors combien va-t-il réellement coûter aux contribuables ormais aujourd'hui ? Pour gagner un peu plus de 2 minutes sur le trajet total, c'est autant d'argent qui n'ira pas dans les caisses du Conseil départemental pour les collègues, l'aide sociale à l'enfance, la culture, le SDIS, l'environnement, etc. De l'argent en moins pour la population, notamment pour la plus démunie.

Construite en partie sur des zones humides, cette 2x2 voies avec ses 19 km de bétonisation, 5 échangeurs et 15 ponts favorisera les inondations. 140 hectares de terres agricoles seront artificialisés. Des dizaines de kilomètres de haies, de bosquets et de forêts de feuillus mixtes et de bois anciens disparaîtront. Cela entraînera la disparition des habitats et des zones de reproduction de près de 90 espèces protégées, dont le fameux scarabée pique-brune. De nombreux organismes environnementaux soulignent d'ailleurs les aspects négatifs du projet.

Et comment ne pas imaginer que les arrêts en gare de Briouze (sur la ligne Paris-Granville) ne soient pas supprimés ? Alors qu'il faudrait au contraire rénover les petites gares, sécuriser certaines portions de routes, développer et améliorer le réseau de bus, voilà une vraie politique sociale et écologique pour un département !

Le département de l'Orne et ses éluEs poursuivent une politique aveugle au dérèglement climatique et à l'urgence environnementale !

Le NPA 61 soutient la lutte du Collectif 924 contre le projet de cette 2x2 voies, lutte emblématique contre le bétonnage et l'artificialisation des sols, pour la défense de la biodiversité.

Christine (Alençon)

Toulouse Grève à Latécoère Montredon.

Le groupe Latécoère (aérostructures et câblages électriques) a été racheté par le fonds Searchlight Capital Partners en 2019. Malgré une hausse du chiffre d'affaires en 2022, l'entreprise a eu des pertes, dues à des opérations financières douteuses.

En plus de la gestion calamiteuse de leur employeur, les travailleurEs subissent une forte pression exercée par le client principal, Airbus, qui impose des baisses de prix à ses fournisseurs, contraints de rechercher en continu les baisses de coûts et le moins-disant social.

Après avoir encaissé des fonds européens et une participation de la région Occitanie pour construire « l'usine du futur » sur un terrain bradé par la mairie de Toulouse à Montredon, Latécoère décide de la fermer d'ici à 2024, pour délocaliser la production au Mexique et en République tchèque. Une centaine de postes sont menacés. Sans aucune honte, Searchlight fait encore du chantage, en conditionnant un investissement de 100 millions d'euros à l'effacement de 220 millions d'euros de prêts garantis par l'État (PGE), selon *les Échos*. Les travailleurEs du site sont en grève depuis le 12 avril. FO et la CGC, majoritaires, ont signé un accord GEPP d'accompagnement pour les suppressions de postes le 18 avril. La CGT refuse cet accord, et organise la mobilisation. Les travailleurEs se sont rassemblés devant leur usine mercredi 19 avril. Le 20 avril, iels ont aussi participé au rassemblement appelé par la CGT Airbus devant l'usine d'Airbus Saint-Éloi.

Le 24 avril, les grévistes ont rencontré la direction pour exposer leurs demandes : une prime de 20 000 euros pour chaque salariéE de Montredon, le paiement des heures de grève et pouvoir partir dans le cadre de la GEPP quand chaque salariéE le souhaite. La direction leur a répondu : pas de prime, pas de paiement des heures de grève et a confirmé un départ dans le cadre légal avec un préavis de deux mois. La direction les a même accusés de « couler la boîte », un comble ! Le DRH annonce aussi faire venir une dizaine de travailleurEs tchèques pour faire démarer l'usine. Malgré ces chantages, les travailleurEs ont voté la poursuite de la grève. Une caisse de soutien est en place : <https://www.cotizup.com/latecoere>.

CorrespondantEs

ÉDUCATION NATIONALE Faire monter la pression sur les salaires et refuser le pacte... tous ensemble!

Annoncée à grand renfort de communication, la revalorisation salariale des enseignantEs n'est pas à la hauteur. Retour sur des arbitrages, leurs significations et les nécessaires luttes à venir.

« **N**ous avons commencé une revalorisation des professeurs. J'irai au bout de celle-ci et elle n'est pas conditionnée à quoi que ce soit. Cela veut dire qu'il y aura une revalorisation autour de 10 % ». C'est ainsi qu'Emmanuel Macron s'exprimait le 22 avril 2022 sur France Inter. Ces propos étaient censés lui attirer les votes d'un électoral hostile à l'extrême droite mais en rupture totale avec l'exécutif depuis Blanquer. Spoiler alerte : les arbitrages sont loin des promesses.

Une augmentation moyenne au niveau de l'inflation de 2022

Concernant le montant tout d'abord : la promesse de 10 % pour toutes et tous se fracasse sur le choix politique d'un budget contraint. Le réel est en effet moins reluisant que le discours : 85 % des personnels auront moins de 10 % d'augmentation entre la rentrée 2022 et la rentrée 2023. Pire, la moyenne de l'augmentation est de 5,3 %. Soit 0,1 % au-dessus de l'inflation de 2022 (Insee) !

Ensuite, parce que l'augmentation est « sous conditions » : sur une enveloppe de 3 milliards, 2 milliards sont dédiés à l'augmentation de toutes et tous... et 1 milliard au « pacte enseignant ». Ce pacte consiste à rémunérer en contrepartie de nouvelles missions, soit « travailler plus pour gagner plus ». Ce n'est donc pas une augmentation. Pourtant une étude de la DEEP (direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance) d'octobre 2022 a révélé un temps de travail hebdomadaire de 43 h en moyenne chez les enseignantEs. Et certaines tâches, comme le temps d'accueil en primaire, ne sont toujours pas décomptées...

Un pacte pour diviser et imposer la gestion managériale

Le centre idéologique de l'augmentation ne se situe pas seulement dans une communication vis-à-vis



Lors de la marche contre la vie chère du 16 octobre 2022. PHOTOHÈQUE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS

du grand public sur une prétendue reconnaissance salariale, mais l'enjeu est aussi pour le gouvernement la mise en place du pacte. Au-delà de l'usine à gaz que cela va représenter — il n'y a qu'à voir comment se passent les remplacements dans le secondaire ou l'heure de soutien effectuée par des professeurEs des écoles le mercredi pour le comprendre — c'est l'aspect politique qui doit être décrypté. Ce pacte est un saut qualitatif d'importance pour diviser le corps enseignant. En ayant créé un réel besoin salarial par appauvrissement de la profession, et en lissant les salaires au long des carrières, il devient la seule perspective d'augmentation pour les professeurEs en cette période d'inflation. Par ailleurs, la possibilité de rajouter des heures au-delà des horaires maximum de service, va encore accroître les inégalités entre femmes et hommes, entre profs valides et non valides, entre le premier et le second degré. Ce salaire différencié, en fonction de l'acceptation ou non d'y entrer, puis de l'acceptation ou non de tout ou partie des missions, permet trois choses.

Premièrement, il renforce une gestion managériale par la hiérarchie,

direction d'école comprise depuis la loi Rilhac (décembre 2021), en lui donnant la possibilité de choisir qui pourra, ou non, signer le pacte. Deuxièmement, grâce à cette gestion managériale, c'est la mise sous tutelle des pratiques. Il y a ainsi fort à parier que, par exemple, les enseignantEs du primaire auront un guide du soutien français/maths, corolaire des évaluations et des dispositifs de « remédiation » adulés depuis Blanquer. De la même façon, les missions de coordination ou autres feront des professeurEs des courroies de transmission des bonnes pratiques imposées par la rue de Grenelle. Comme l'écrit fort justement le chercheur militant Frédéric Grimaud « le salaire différencié est d'abord un levier de transformation du métier qui, inspiré des théories tayloriennes, participe à prolétarianiser l'enseignantE. Il permet de créer, par le truchement de diverses primes, un engouement vers de nouvelles pratiques professionnelles, de nouvelles normes de travail qui ne sont pas issues du métier mais d'une prescription descendante dont les professeurEs seraient les exécutantEs. »

Enfin, cette « primisation » du salaire — ce développement de la part des primes dans le salaire — est

un formidable outil de casse de tout collectif : individualiser le plus possible c'est empêcher de faire du commun professionnel comme de résistance. Il est donc fondamental de tout faire pour que les organisations syndicales appellent les collègues à refuser de rentrer dans ce système.

Les résistances à construire, des victoires à conquérir

La campagne menée par la FSU-SNUipp le montre : 95 % des personnelEs sont mécontentEs. Il y a donc une résistance potentielle qu'il faut fédérer. Cette potentialité est un des acquis du mouvement des retraites. Les personnelEs de l'Éducation nationale se pensent plus qu'avant comme une réelle force de blocage : cesser d'exercer la fonction sociale de « garde d'enfants » oblige les parents à ne pas travailler, ce que le covid avait déjà démontré.

À ce jour, réclamer 500 euros de revalorisation pour toutes et tous sans contrepartie par l'ajout de points d'indice semble la revendication la plus unifiante pour l'ensemble des personnelEs de l'Éducation nationale. Elle concerne toutEs les personnelEs et n'isole pas les enseignantes et enseignants des AESH ou des personnelEs administratifs. Elle déjoue le piège du salaire différencié. Enfin, elle n'empêche pas d'autres revendications, comme l'augmentation générale du point d'indice.

La question salariale doit devenir une bataille d'importance, qui pourrait largement dépasser le stade corporatiste et s'étendre à toute la fonction publique, voire à l'ensemble du salariat. C'est une lutte hautement politique qui pose plus que toutes les autres la question de la répartition des richesses. L'organiser devrait être mis partout à l'agenda des organisations syndicales : les possibles existent, il faut les saisir.

Antoine Bouyou

ANTIFASCISME 1^{er} Mai au Havre : pari gagné!

La venue au Havre de Marine Le Pen pour sa « fête de la Nation » le 1^{er} Mai constituait un défi dans cette ville ouvrière en pleine mobilisation sur la contre-réforme des retraites.

Tant du côté de l'intersyndicale que du collectif unitaire mis en place pour l'occasion (voir *l'Anticapitaliste* n° 659 du 27 avril), il s'agissait d'abord de réussir la manifestation, mais aussi d'occuper la rue par une grande manifestation festive non loin de l'endroit où se tenait le raout confiné du RN, sous haute protection policière.

Manifestation plus nombreuse que d'habitude

La manifestation, qui a réuni environ 15 000 personnes, plus dynamique que d'habitude, a reflété à la fois l'aspect revendicatif et antifasciste de la journée. Notamment par la présence de centaines de personnes en fin de cortège derrière une banderole unitaire « antifasciste, antiraciste, antisexistE », reprenant des slogans de solidarité avec les sans-papierEs (80 personnes de la marche des



Solidarités et du CSP75 étaient là), de solidarité internationale, mais aussi anti-Macron, contre la

violence d'État, l'inégale répartition des richesses, bref une tonalité générale très anticapitaliste.

Le slogan « Nous aussi, on va passer en force ! », rythmé par une batucada et une fanfare, a été particulièrement applaudi à la fin de la manifestation.

C'est ensuite par milliers que tout le monde s'est retrouvé sur la grande esplanade Mandrel pour un concert non-stop de six heures, entrecoupé de prises de parole de l'intersyndicale, d'Attac (au nom du collectif unitaire 1^{er} Mai), de la Marche des Solidarités et des sans-papiers, d'associations féministes... Un grand village militant s'est par ailleurs tenu toute la journée, avec une importante fréquentation des stands, notamment celui du NPA. Au final, une belle journée et une totale réussite ressentie comme telle par les organisateurs comme par les participantEs.

CorrespondantEs

ANTIRACISME **Loi Darmanin reportée : le combat continue !**

Borne vient d'annoncer le report à l'automne du vote sur la loi Asile et Immigration, et ce après que Macron a d'abord annoncé la découper en rondelles — pour mieux faire passer la pilule — puis déclaré, dans son discours du 17 avril, qu'elle serait la prochaine priorité.

Une valse-hésitation qui est autant de signes de panique d'un pouvoir en crise, illégitime, ne gouvernant plus qu'à coups de 49.3 et de répression policière. Ce 29 avril, de nombreuses manifestations, pour la 3^e fois à l'appel du collectif national UCIJ, ont eu lieu en France contre cette loi et le racisme d'État décomplexé qui, avec l'opération Wuambushu, se déchaîne à Mayotte (voir *L'Anticapitaliste* n°659 du 27/04/2023).

Détourner la colère sociale

Darmanin porte ce projet depuis des mois, et il a fait déjà appliquer certaines dispositions par circulaire aux préfetures pour accélérer les expulsions. Mais en choisissant de faire passer dans le même temps cette loi et la réforme des retraites, le gouvernement, toujours en concurrence avec les extrêmes droites sur le terrain du racisme, espérait aussi détourner la colère sociale en désignant à nouveau les étrangers comme boucs émissaires et démontrer qu'il était le meilleur sur ce terrain. La force du mouvement social en cours contre la contre-réforme des retraites a bouleversé



Lors de la marche des solidarités du 18 décembre 2022 à Paris. PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

le scénario du gouvernement. Il a dû reculer sur sa loi mais le danger reste entier. D'autant que Borne est à la recherche d'un accord avec la droite, en particulier LR. Si, pour le moment, cette dernière tente de surfer sur le discrédit du gouvernement, elle est bien décidée à « ne pas se contenter d'eau tiède » (Ciotti). Ses projets sont encore plus sinistres : suspension de l'AME, interdiction d'accueillir les demandeurs d'asile à l'intérieur des frontières, arrêt du regroupement

familial, instauration des quotas... Quant aux extrêmes droites encouragées par les discours officiels qui tracent un trait d'égalité entre migration et délinquance, elles n'attendent pas la loi Darmanin pour multiplier leurs attaques racistes et islamophobes : mobilisation à Saint-Brévin contre l'installation d'un CADA, menaces contre les concerts du rappeur antiraciste et antifasciste Médine, attaques et dégradations de mosquée : 77 depuis 2019 (selon *Mediapart*), et ce en toute impunité, avec un

silence bienveillant de Darmanin par ailleurs si prompt à dénoncer les prétendus terroristes d'extrême gauche !

Démonstration de la politique gouvernementale à Mayotte

Le report de sa loi n'empêche pas le gouvernement de s'enfoncer toujours plus dans sa politique autoritaire. Au contraire, il fait en ce moment la démonstration à Mayotte qu'il est prêt au pire pour mener à bien sa politique raciste au nom d'une lutte contre la délinquance synonyme de migration. Peu importe que son opération vire au fiasco diplomatique et judiciaire. Peu importe qu'en attisant la haine entre MahoraisEs et ComorienEs, il risque d'entraîner cette colonie misérable — « département français » — dans un chaos sanglant de luttes intercommunautaires. Tout ce dont est capable le colonialisme raciste français ! De nombreuses voix se sont élevées, juristes, associations, collectifs, syndicats, personnalités, contre la loi Darmanin, et y compris contre l'opération barbare à Mayotte. Mais ce qui est à l'ordre du jour plus que jamais, ce sont des mobilisations de masse ; ce sont notamment, réalisant l'unité de notre classe, les mobilisations sur les questions sociales et démocratiques reprenant à leur compte les revendications en défense des migrantEs, pour un accueil digne, pour la liberté de circulation et d'installation.

D. Pierre (Commission nationale immigration et antiracisme)

ÉCOLOGIE **Début mai, ensemble pour mettre des bâtons dans les routes !**

Mettre des bâtons dans les routes du faux contournement de Rouen. Tel est notre objectif, les 5, 6, 7 et 8 mai prochains, à Léry, dans l'Eure.

Organisé par le collectif Non A133-134 qui regroupe 50 assos, partis, syndicats de l'Eure et de Seine-Maritime, soutenu par les Soulèvements de la Terre et les Naturalistes des terres, mis en musique par des dizaines de bénévoles et militantEs, aidé par des municipalités « amies », le festival *Des bâtons dans les routes* sera un moment d'actions, festif, familial et militant.

Ceci n'est pas un contournement !

Faussement appelé « contournement Est de Rouen », ce vieux projet des années 1970 de Pompidou, de 41 km d'autoroutes payantes (10 échangeurs, 8 viaducs, 516 ha de terres agricoles, milieux naturels et forêts détruits, 50 % des captages d'eau de la métropole de Rouen impactés) estimé à plus d'un milliard d'euros, est aujourd'hui en décalage total avec l'urgence sociale et écologique qui impose de sortir du tout-voiture, du tout-camion, de réduire les émissions de gaz à effet de serre, de développer le frêt fluvial et ferroviaire, les transports en commun efficaces, de stopper l'artificialisation des sols, de protéger la ressource en eau et la biodiversité.

Il est encore temps d'agir

Ici, les travaux n'ont pas commencé. Grâce au travail d'information du Collectif (réunions publiques, foires-à-tout, presse, marchés...) les habitantEs comprennent que cette liaison entre l'A28 au nord et l'A13 (Paris-Le Havre) mais aussi avec l'A154 vers Orléans (un axe nord-sud qui contourne Paris par l'ouest) a plus à voir avec le business du BTP et du transport routier d'un bout à l'autre de l'Europe qu'avec leurs besoins de vie et de déplacement. Le projet revêt aujourd'hui un caractère exemplaire, comme l'A69 Toulouse-Castres, emblématique d'un modèle de développement dépassé, de ce qu'il ne faut pas faire.

La forêt répond "résistance"

Avec les mascottes (muscardin, pic mare, triton crêté et grand capricorne), symboles malgré eux d'une biodiversité détruite, la population mobilisée soutenue politiquement et aidée matériellement par de nombreuses collectivités et éluEs fera entendre son refus catégorique du projet d'autoroutes, lors du festival de mai. De Notre-Dame-des-Landes aux mégabassines, des fermes usines aux balafres de bitumes, la population unie et agissante peut faire reculer les projets inutiles et destructeurs du vivant, elle peut aussi imposer ses propres alternatives. Le NPA qui porte un projet de société écosocialiste a toute sa place dans le collectif et sur le terrain.

Sophie Ozanne et Christine Poupin

SANTÉ **Cancers au travail et crimes industriels, conquérir la reconnaissance, abolir le silence !**

À l'occasion du 28 avril, journée mondiale de la santé et de la sécurité au travail, il faut dénoncer la non-prévention et la sous-déclaration massive qui continuent à faire des ravages du côté des victimes.

La branche accidents du travail-maladie professionnelle (ATMP) de la CNAM ne reconnaît que 2000 cancers professionnels par an. Alors que les épidémiologistes de la CNAM les estiment à 20 000 ! Ces reconnaissances concernent essentiellement 1600 cancers liés à l'amiante.

Moins de 200 cancers liés aux solvants, colorants, résines poussières, radiations ionisantes, travaux du bitume, industries chimiques, expositions aux pesticides sont déclarés. Cette sous-déclaration ponctionne les caisses de l'Assurance maladie (déchargeant d'autant la caisse Accident du travail, abondée par les seuls patrons), et entraîne un parcours du combattant pour les victimes et leurs familles, pour la reconnaissance et la fixation d'un taux d'incapacité professionnelle permanente.

Bien souvent, généraliste ou oncologue ignore le tableau des maladies professionnelles (MP), qui comporte d'ailleurs des conditions draconiennes. Le certificat médical initial d'accident du travail est « oublié » ! L'aide syndicale ou d'une association militante est donc indispensable !

Quand la caisse juge les critères incomplets

En cas de refus prévisible de reconnaissance de la caisse (« maladies hors tableau »), c'est la victime qui doit présenter son dossier, apporter la preuve d'un lien direct et essentiel entre son exposition et la maladie. Il lui faut rechercher des témoignages, dont celui du médecin du travail de l'époque.

Mais le taux de refus des comités régionaux de reconnaissance des MP est de 57 %. Là encore, on peut contester devant le pôle social du tribunal judiciaire !

L'impunité des crimes industriels condamnée par les associations

L'impunité reste la règle, avec l'absence de sanction pénale lors des poursuites pour crimes industriels, comme l'amiante (100 000 morts estimés depuis 1995) ou l'usine Adisseo et ses 46 cancers du rein. Recommandations administratives molles, pas de vraie politique de prévention, inspecteurs et médecins du travail décimés par les politiques d'austérité, auto-entrepreneuriat, défaut d'archives sur les expositions et leurs dosages : tout concourt à cette impunité. Lorsqu'il n'est fait état d'aucune protection individuelle, alors que le danger est connu de longue date (1974 pour l'amiante !), le cadre pénal de la faute inexcusable s'impose et ouvre à une reconnaissance de l'entier préjudice.

Les déboires de la mise en place du suivi post-exposition

Le délai — autour de 25 ans — entre l'exposition et le développement du cancer est un obstacle à la reconnaissance. La suppression en 2016 de la fiche d'exposition remise par l'employeur au salariéE partant en retraite rend le suivi post-exposition aléatoire, alors que depuis 2010 le suivi post-exposition amiante prévoit un scanner thoracique tous les cinq ans.

Aujourd'hui, une circulaire Ameli (4-2023) précise qu'il appartient au patientE de faire la demande de suivi post-exposition à son médecin, avec une fiche précisant le milieu (amiante, silice, pesticides par exemple).

C'est le médecin conseil de la CPAM qui choisit le type de surveillance et sa fréquence et l'écrit au médecin traitant.

Reste que Renault Le Mans, après six condamnations pour « fautes inexcusables » pour inaction face à la manipulation d'amiante, ne

reconnait toujours pas le site comme amianté et ouvrant droit à la retraite amiante pour les salariéEs.

Notre camp combat le démantèlement des CHSCT (ordonnances Macron 2017), de la prévention collective sur site (loi Lecoq de 2021), et le fait qu'une infime minorité des victimes de MP parvienne à faire reconnaître leurs droits, à un niveau de réparation inférieur au droit commun, au prix de délais et de souffrances endurées immenses et impunies.

Éric Tron de Bouchony

Le scénario Camaïeu est évité, puisque l'offre d'Intersport prévoit le maintien de 90 % des emplois, soit 1 663 postes. Pour les autres, Intersport s'est engagé à procéder à des reclassements dans ses propres magasins.

Plus-value indécente pour Ohayon

Les syndicats disent rester vigilants quant à la mise en œuvre des nouvelles conditions de travail. Quant au prix de vente, il va permettre de renflouer le groupe HPB détenu par le milliardaire Michel Ohayon, dont l'empire est miné par les procédures collectives. Les esprits mal placés remarqueront que ce prix correspond à 3 millions près au montant

COMMERCE **Go Sport, c'est parti pour la concentration du secteur**

Le 28 avril, le tribunal de commerce de Grenoble a validé l'offre d'Intersport pour la reprise de l'enseigne Go Sport et de 72 magasins sur 81 pour 35 millions d'euros. Une solution présentée comme « mieux-disante » pour l'emploi, mais qui marque une étape dans la concentration du secteur.

que Go Sport avait déboursé en 2022 pour racheter Gap. En tout état de cause, Michel Ohayon réalise une indécente plus-value puisqu'il avait racheté Go Sport au groupe Casino pour... 1 euro symbolique.

Intersport en lice pour la première place du marché

Bien évidemment, Intersport n'agit pas par philanthropie. Contrairement au secteur du

prêt-à-porter, celui des articles de sports poursuit son expansion et stimule les appétits capitalistes. Dans la course au rachat de Go Sport, Intersport a éliminé le groupe britannique Frasers, qui exploite l'enseigne en ligne Sports Direct et qui manque ainsi une occasion de s'implanter en France. Dès le 28 avril, le président d'Intersport affichait son ambition : augmenter son chiffre d'affaires

à 5 milliards d'euros pour 2025 et ainsi ravir la première place du marché des articles de sports à Decathlon (4,7 milliards de chiffre d'affaires et 27 % des parts de marché en France). À ce stade, une seule chose est certaine : les salariéEs ne pourront compter que sur eux-mêmes pour ne pas subir les conséquences du match pour les profits qui s'engage.

Julien Dumans

Besançon**Retraites, chômage, services publics : le combat continue!**

Jeudi 27 avril Philippe Poutou est venu à Besançon pour présenter le film « Il nous reste la colère » et débattre avec les spectateurs et spectatrices.

Des spectatrices et des spectateurs, il y en a eu ! On a compté 210 personnes, parmi lesquelles beaucoup de jeunes. Les animateurs du cinéma ont été très sympas et ont ouvert une seconde salle pour permettre à toutes et tous ou presque, d'assister à la séance. Puis, tout le monde s'est retrouvé dans la plus grande salle après la projection pour que l'ensemble des participantEs puisse participer au débat.



NPA

Confiance retrouvée dans le contexte des luttes

En préalable, les camarades d'Agir ensemble contre le Chômage ! (AC!) ont présenté l'association et expliqué les nouvelles attaques gouvernementales contre les droits des chômeurs et des chômeuses. Ils ont appelé à rejoindre l'association sur la ville. Puis Michel Antony, a présenté les Rencontres nationales de Lure (70), un événement national en défense des services publics les 12, 13 et 14 mai prochains, en en déclinant les moments clés. Puis il y a eu un échange d'un peu plus d'une heure entre la salle et Philippe.

Beaucoup de sujets ont été abordés : le mouvement contre la contre-réforme des retraites, la violence, le syndicalisme... Le débat a été aussi l'occasion pour Philippe d'évoquer le devenir des travailleurs et travailleuses de Ford Blanquefort avec beaucoup d'émotion.

Philippe a abordé les sujets du moment : les violences policières, l'exercice brutal du pouvoir, les millions de manifestantEs, la confiance retrouvée de la population dans ce contexte de luttes depuis trois mois... Le rôle des syndicats a également été abordé, en particulier l'absence de perspectives après le 1^{er} Mai. Les perspectives politiques : élections ou auto-organisation ? Les échanges ont été riches et très amicaux.

En fin de débat Philippe, comme toujours, s'est volontiers prêté au jeu des selfies, des autographes, des discussions impromptues, beaucoup de gens voulant discuter avec lui.

CorrespondantEs

Antiracisme**Les fachos n'ont pas leur place à Saint-Brévin!**

Le 29 avril, les différents groupes racistes, réactionnaires et intégristes du grand ouest s'étaient donné rendez-vous à Saint-Brévin pour répandre leur haine contre l'installation d'un CADA (centre d'accueil pour demandeurEs d'asile). Comme le 25 février dernier, avec à peine 150 personnes, leur mobilisation est un échec et ne s'implante pas localement.

Nous ne pouvions pas accepter qu'ils réitérent leurs appels à la violence contre les migrantEs en toute impunité. Avec des brévinnoisEs solidaires des migrantEs et des organisations du mouvement social (CGT, Solidaires, CNT, FSU, Gasprom, FI, NPA, collectifs antifa, Attac...), la journée a été marquée par une réponse antifasciste.

500 manifestantEs

Le matin, un premier rassemblement d'une centaine de personnes s'est tenue devant l'emplacement futur du CADA pour réaffirmer la solidarité des habitantEs avec les migrantEs du monde entier. Puis, ce sont près de 500 manifestantEs déterminéEs à empêcher le rassemblement raciste qui se sont élancéEs depuis la place du marché après des interventions pleines de sens : contre la construction d'un centre de rétention administrative à Nantes, pour l'ouverture des frontières, contre la loi Darmanin, contre l'opération coloniale et raciste « Wuambushu » à Mayotte, pour rappeler que l'action syndicale est nécessairement antifasciste, etc.



NPA

De la détermination malgré la répression

Cette contre-manifestation a permis d'isoler les réactionnaires en tout genre derrière des grilles anti-émeutes et des cordons de gendarmes mobiles. Les slogans qui ont résonné dans Saint-Brévin sont bien les slogans antifascistes. Les forces de l'ordre ont fait le choix de réprimer les manifestantEs solidaires à coups de gaz et de matraques plutôt que d'empêcher l'attaque d'une cinquantaine de nazillons contre la manifestation. Cela n'a entamé en rien notre détermination à poursuivre la mobilisation.

Les politiques autoritaires et xénophobes du pouvoir en place libèrent les violences d'extrême droite sur la commune : messages racistes et de menaces visant les éluEs de la commune, incendie des véhicules du maire dont la maison a été soumise au feu, attaque de la manifestation... Nous dénonçons la répression de cette journée de mobilisation et, aux côtés des migrantEs, contre les exploiteurs et oppresseurs, nous poursuivrons les luttes ! C'est ce que nous continuerons à scander lors des prochaines manifestations.

Correspondant

Olivier Besancenot en visite à Cadix et Barcelone

Les mercredi 27 et jeudi 28 avril dernier, un de nos porte-parole, Olivier Besancenot, était dans l'État espagnol à l'invitation de nos camarades d'Anticapitalistas. Réunions publiques, rencontres, visites... Deux journées militantes bien remplies.



NPA

En réunion publique à Cadix (Cadiz) pour parler de la mobilisation sociale contre la réforme des retraites avec Miguel Urban, euro-député d'Anticapitalistas, et Teresa Rodriguez, membre fondatrice de la coalition Andelante Andalucía.



NPA

Avec notamment Miguel Urban, Olivier Besancenot en visite au Parc national de Doñana en Andalousie, un parc mis en péril par l'agro-industrie.



NPA

Olivier en réunion publique à Barcelone. La question démocratique, notamment contre les institutions de la 5^e République française, y a été en particulier discutée.

Châteaulin-Carhaix**Il reste la colère... et l'optimisme de la volonté de lutter**

Philippe Poutou a reçu un accueil chaleureux en Bretagne le 25 avril, à Châteaulin d'abord, où il présentait son livre, puis à Carhaix où la lutte des Ford et en général celle des salariéEs était au cœur des discussions après la projection du film « Il nous reste la colère ».

Mardi 25 avril à Châteaulin une séance de dédicace à « la maison de la presse », en train de se transformer en coopérative du livre *Un "petit" candidat face aux "grands" médias* écrit par Philippe Poutou, Béatrice Walylo et Julien Salingue, après un débat avec plus de trente personnes dans une ambiance chaleureuse.

Des Bonnets rouges au Grand bleu

Retrouvailles des camarades avec Philippe au restaurant les Bonnets rouges de Carhaix, tenu par notre camarade Matthieu Guillemot, puis

départ vers le cinéma associatif le Grand Bleu où chacunE se présente, direction la salle de projection, où — surprise ! — nous constatons que la campagne menée depuis plusieurs jours tant sur les réseaux sociaux que par les communiqués de presse, a porté ses fruits. Pas moins de 74 entrées payantes, des militantEs NPA, des militantEs syndicaux, des acteurEs des luttes locales, des têtes connues, d'autres beaucoup moins sont venues voir le film *Il nous reste la colère*.

Après une rapide présentation du film, par Léna Olivier directrice du cinéma et Philippe, place à la projection. À l'issue de celle-ci, retour dans

la salle pour une discussion ouverte qui s'est révélée très enrichissante, les questions allant de la situation des ancienEs salariéEs de Ford à la division syndicale, en passant par le rôle des états-majors syndicaux et la radicalité des luttes.

La présence de Olivier Le Bras de chez Gad, de Nadine Hourmant de chez Doux (entreprises de l'agroalimentaire) qui ont tous deux, avec les salariéEs de leurs entreprises, mené des luttes très fortes contre la fermeture de leur outil de travail auront permis un échange plein d'optimisme quant à la nécessité de lutter.

Correspondants



À Carhaix, au cinéma le Grand Bleu. NPA



Samedi 6 mai, réunion publique du NPA sur le féminisme avec Aurore Koechlin, Le Mans.
À 17h30, Maison des associations, 4, rue d'Arcole.

Mardi 9 mai, projection-débat du film *Il nous reste la colère* avec Philippe Poutou, Rennes.
À 20h, au cinéma l'Arvor.

NPA RÉUNION PUBLIQUE VENDREDI 12 MAI | 19H

ÉCOSOCIALISME OU BARBARIE AVEC CHRISTINE POUPIN

PORTE-PAROLE DU NPA, MEMBRE DE LA COMMISSION NATIONALE ÉCOLOGIE

SALLE DES NEVONS - L'ISLE SUR LA SORGUE

CONTACT@NPA-ANTICAPITALISTE.FR - NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE ANTINON

SALLE DES FÊTES DE RAMONVILLE (31)

SAM 13 MAI 11h-00h FÊTE ANTI CAPITALISTE

Philippe POUTOU
Danièle OBONO

CHARLY FIASCO

LES WAMPAS

PAULINE SALINGUE
CLAIRE DU JARDIN
FRANÇOIS SABARD
MATHIEU RIGOUSTE
ELSA DODLIN
FRANCK GAUDICHAUD
AURORE KOECHLIN
JULIEN SALINGUE
PASCAL GASSIOT

CONCERTS - DÉBATS - SPECTACLE - RAPPS - GRAFF - BOUQUETTE
ACCUEIL - ENFANTS - REPAS - STANDS - BÉBÉAGES - FILM - LIBRAIRIE.

L'Anticapitaliste NPA nps31.org

Mercredi 31 mai, réunion publique du NPA avec Olivier Besancenot et Christine Poupin, Rouen.
À 20h, à la Halle aux Toiles.

Jeudi 8 juin, projection-débat du film *Il nous reste la colère* avec Philippe Poutou, Clermont (Oise).
À 20h, au cinéma du Clermontois, salle Paul-Lebrun, place Jean-Corroyer. À l'initiative d'Attac Oise et du NPA.

Roman policier

Et soudain le chasseur sortit du bois, de Ioulia Iakovleva

Traduction de Mireille Broudeur-Kogan. Éditions Actes Sud, collection Actes noirs, 2023, 496 pages, 24,50 euros.

Le personnage principal du roman a fort à faire pour dénouer une énigme qui, et c'est souvent le cas dans les romans policiers, semble lui échapper de plus en plus au fil des pages...

Toute une histoire...

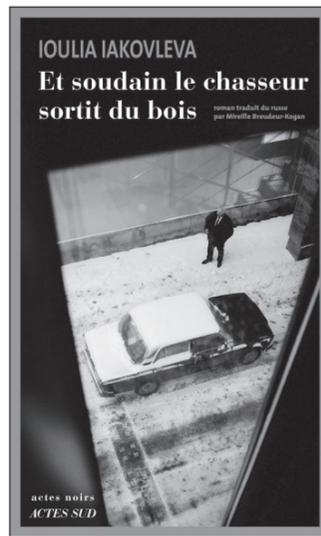
Le roman se déroule à Leningrad dans un cadre historique très précis : c'est la fin de la NEP, le début de la marche vers la collectivisation forcée, avec son lot de vagues d'épurations. Dans le même temps, à l'ouest, la crise fait rage. Nombre de personnages du roman ont existé, à commencer par Kirov, et l'histoire racontée repose sur des faits réels. La Russie de 1930 est donc la toile de fond de cette affaire, sur laquelle se meuvent des policiers très ordinaires, manifestement

représentatifs de la société russe de l'époque, qui enquêtent dans un milieu social très disparate, évocateur de la composition complexe de la population de la capitale du nord. On y trouve des bourgeois déclassés, qui se font discrets, des artistes et des intellectuels rescapés de l'ancienne classe dominante, qui se rachètent une conduite, des prolétaires en pleine ascension sociale, des paysans en voie d'urbanisation, et des bureaucrates en quête de privilèges. Bref, pas mal de gens qui ont des choses à cacher ! Les appartements communautaires de Leningrad sont au cœur de l'enquête, ainsi que les musées et théâtres, l'occasion d'une réflexion intéressante sur la place de l'art dans l'avènement d'une société nouvelle à laquelle, malgré une certaine désillusion et déjà pas mal de cynisme, il n'est

pas encore tout à fait interdit de croire.

Un polar noir...

L'inspecteur Zaïtsev doit résoudre une énigme constituée d'un ensemble de meurtres, dont certains collectifs, qui ont pour point commun la recherche d'une mise en scène qui ne peut que porter un message, raconter une histoire. Il est entouré, pour cela, d'une équipe de police judiciaire que l'on pourrait trouver classique. Mais dans la Russie stalinienne du début des années 1930, tout se dérègle très vite. On ne sait plus qui espionne qui, qui travaille pour la police politique — le sinistre Guépéou — et surtout si le but poursuivi est la manifestation de la vérité, la recherche du coupable, d'un mobile ou bien le zèle mis à faire correspondre les résultats de



l'enquête à une vérité édictée par la bureaucratie afin de développer un récit digne de son régime et aussi (surtout) utile à la préservation de ses intérêts individuels et collectifs. Au point que, à la fin, on aurait presque tendance à ne plus attendre le surgissement du chasseur sortant du bois.
Claude Moro

Roman

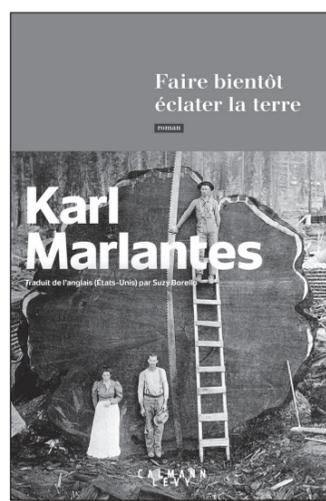
Faire bientôt éclater la terre, de Karl Marlantes

Éditions Calmann-Lévy, 2022, 608 pages, 24,50 euros

Tout commence à l'aube du 20^e siècle, dans la Finlande occupée par la Russie tsariste. Près du golfe de Botnie, la famille Koski survit à peine. L'aîné, Ilmati fuit la misère aux États-Unis, tandis que sa sœur Aino découvre le socialisme. Mais la répression s'abat, et Aino comme son frère Matti sont contraints à leur tour de s'enfuir en Amérique.

De la Finlande aux rives de la Columbia

Ils arrivent près de l'embouchure de la Columbia River, où vit déjà une forte communauté d'immigrés scandinaves. Tous ou presque sont employés dans des colonies de bûcherons. Le bois enrichit vite



le patronat local, semi-mafieux, et ce d'autant plus qu'aucune loi ne protège les travailleurEs. Aino devient vite l'animatrice d'une section locale des IWW (Industrial Workers of the World), syndicat d'action directe qui refusait les divisions entre les travailleurEs et anime de nombreuses grèves violemment réprimées. Ses frères, quant à eux, essayent de démarrer une nouvelle vie en espérant profiter du «rêve américain».

Près d'un demi-siècle s'écoule dans ce long roman. On y croise le célèbre syndicaliste Joe Hill (né Joel Emmanuel Hägglund et d'origine suédoise), on y vit l'oppression grand-russe, les combats pour les 8 heures, l'écrasement féroce des

IWW par la répression gouvernementale, les tentatives de division des travailleurEs (américains contre scandinaves, suédois et norvégiens contre finlandais, scandinaves contre italiens ou grecs, etc.) pour tirer les salaires vers le bas et casser la grève, la «Peur rouge» aux États-Unis et la «Terreur blanche» en Finlande, la crise de 1929.

Cette saga familiale, animée d'un souffle épique, est difficile à lâcher, et suscite en nous empathie et admiration pour les personnages et leur combat pour la dignité, pour la justice sociale. Petit-fils d'une «Rouge», Karl Marlantes, l'auteur, s'est inspiré des souvenirs familiaux pour écrire ce beau roman.
Sally Brina

Exposition



BANKSY À LIBOURNE
DU 29/04 AU 14/05/2023 - 11H/19H
MANÈGE DES CASERNES - PLACE JOFFRE
EXPOSITION GRATUITE



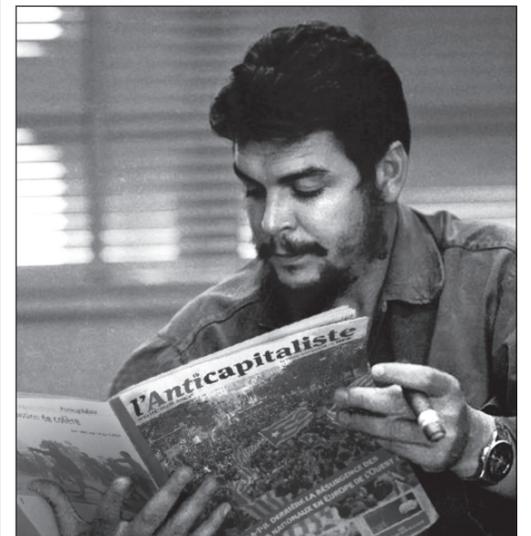
l'Anticapitaliste la revue
Le n°145 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.
Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA
librairie
★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris – Tél. : 01 49 28 52 44
Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

ÉCOLOGIE SOCIALE « Une synthèse entre le communisme, l'anarchisme et le syndicalisme révolutionnaire, avec une forte consistance écologique, résume bien ce que nous voulons réaliser »

Entretien. L'Offensive est une confédération lilloise qui regroupe des coopératives, des collectifs et des groupes locaux. Elle est conçue à la fois comme un outil de lutte et comme l'embryon d'une société nouvelle, démocratique, respectueuse de l'environnement, égalitaire, féministe et multiculturelle. Dans le contexte de mobilisation actuelle, nous avons interrogé Kevin et Anne.



Quel est le projet politique de l'Offensive ?

Anne : Il y a deux dimensions : l'une, organisationnelle et très importante, est un projet en soi et l'autre relève du « projet de société ». Sur le côté organisationnel, l'Offensive est une fédération de structures : des sociétés coopératives, des assos, des ZAD, des clubs de sport, des groupes locaux aussi. Notre objectif est de pouvoir créer, grâce à elles, l'embryon d'une société idéale qui fonctionnerait selon la démocratie directe — c'est-à-dire une personne égale une voix — et qui respecterait la charte de l'Offensive : l'écologie sociale, le féminisme, le multiculturalisme, l'antifascisme et l'attachement à la science. Nous nous inspirons notamment des théories de Murray Bookchin et de l'expérience du Rojava, mais nous sommes aussi attachés à un certain pragmatisme. Pour cette raison, nous avons créé une confédération et une charte assez large pour permettre au plus grand nombre de s'y retrouver. Cette idée du pragmatisme est vraiment liée à l'urgence climatique et sociale ; nous voulons vraiment nous détacher des querelles de chapelle qui pourraient miner notre projet.

Certains courants révolutionnaires critiquent le caractère « utopiste » ou « spontanéiste » de l'anarcho-communisme. Ils sont en général davantage intéressés par la stratégie de prise de pouvoir et la confrontation avec l'État, ce qui semble nécessaire dans un contexte de montée de l'autoritarisme et de forte répression des mouvements sociaux. Comment penser la construction d'une autre société et d'un gouvernement des exploités et des opprimés sans penser stratégiquement la question du rapport à l'État ?

Kevin : L'Offensive se revendique de plein de courants en réalité, elle ne prend pas Bookchin comme une bible. Nous essayons finalement presque de mettre cela de côté car nous nous centrons sur la définition d'un projet politique pragmatique. Si une stratégie comme celle des Gilets jaunes réussit et qu'il y a une situation de possibilité de prise de pouvoir, qu'est-ce qu'on fait ? Nous souhaitons proposer un projet de société qui soit en même temps très différent du capitalisme et du fascisme mais très limpide et très simple. C'est vraiment la démocratie directe qui fait écho au RIC des Gilets jaunes, le féminisme, la réorganisation totale de l'économie pour répondre à la crise écologique qui est l'un des enjeux de notre époque et puis le projet antiraciste. Calquée sur le concept de Bookchin mais pas appliquée à la lettre, notre stratégie se fonde sur l'idée du « double pouvoir ». Si la question de l'État est importante, elle n'est pas la priorité actuelle et ce n'est pas ce qui est fédérateur. Du coup, la stratégie qu'on propose est de faire feu de tout bois.

Il y a tout un tas d'initiatives, comme dirait le Réseau salariat, le « déjà là » sur lequel on peut s'appuyer et qui est complètement invisibilisé : les sociétés coopératives, les innombrables groupes militants, syndicats, partis qui ont pour beaucoup un fonctionnement démocratique voire autogestionnaire qui pourrait être généralisé, les ZAD, les milliers d'assos, les clubs de sport... qui montrent qu'on peut s'organiser d'une manière non commerciale, horizontale, féministe et antiraciste. Ce qui est dommage est que tous ces éléments-là soient complètement atomisés. Ce que nous proposons, c'est un nouveau discours qui rende visible le fait qu'il n'y a pas que le capitalisme ou le fascisme, qu'il y a toujours les germes de cette société communiste libertaire qu'il faut visibiliser et amplifier. Ensuite, et là on rejoint beaucoup les travaux de Bookchin, ce « déjà là » isolé ne fait pas peur et est peu efficace. Il faut lui donner un nom, un programme politique assez large qui tolère en son sein plein de stratégies, des modes d'organisation différents mais qui en même temps est assez exigeant et strict avec un objectif partagé. Nous devons faire en sorte d'obtenir des victoires politiques, en ayant une emprise locale comme on commence à le faire avec le NPA et d'autres dans les mouvements sociaux. Finalement, se dire que ce qu'on est en train de construire est un anti-État ou un proto-État prolétarien en devenir n'est pas très important. Ce qui l'est c'est qu'on travaille ensemble avec des modes d'organisation définis, autogestionnaires et démocratiques et qu'on puisse grossir. Dans cette logique, on regroupe les îlots et puis une fois qu'ils sont assez forts on passe à l'étape suivante : la prise du pouvoir.

Anne : En fait les orgas qui sont sous la bannière de l'Offensive servent d'entraînement pour ce qu'on va faire après, elles permettent de construire des pratiques de démocratie directe. Quand on aura pris le pouvoir, on saura déjà comment administrer l'économie et la vie collective.

Ce que vous expliquez sur l'Offensive me semble résonner avec les Soulèvements de la Terre chez qui on retrouve aussi cette idée d'agrèger des acteurs et des modes d'action différents à l'intérieur d'un projet commun visant à défendre le vivant des menaces du capitalisme. Comment vous situez-vous par rapport à ça ?

Anne : J'ai l'impression qu'en ce moment les luttes écolo amènent les gens à militer et à pouvoir envisager de construire une autre société. On aimerait bien se mettre tous et toutes autour de la table pour créer un mouvement des Soulèvements de la Terre ici à Lille. Comme eux, à l'Offensive, on respecte la diversité des tactiques : certaines organisations

choisissent une autodéfense pacifique tandis que d'autres en choisissent une plus violente.

Kevin : Il y a une composante communaliste dans les Soulèvements de la Terre qui constitue un premier point en commun avec nous. Il y a aussi une vision partagée autour du fait que l'urgence écologique, la crise sociale et la crise démocratique nécessitent une union plus large que ce qui est fait. Les Soulèvements, c'est le défensif : quand il est question de construire une mégabassine ou une usine de ciment, ils œuvrent pour organiser un front large pour l'empêcher ; c'est hyper important, et ce n'est d'ailleurs pas très étonnant que l'État s'en prenne à eux. Par contre, les Soulèvements assument que, pour avoir cette union très large, il faut mettre de côté la question du projet de société. Il faut, par tous les moyens, défendre le vivant mais il faut aussi une organisation qui va permettre non pas uniquement de défendre ce qui nous reste mais aussi de conquérir et d'avoir ce qu'on n'a jamais eu. Il y a une sorte de miroir entre les Soulèvements et nous. Eux ils sont l'organe de défense du mouvement écologiste et social et nous, ce qu'on aimerait être — même si on est encore embryonnaire par rapport aux Soulèvements — c'est le mouvement offensif de construction d'un projet de société avec un front tout aussi large.

Nous sommes actuellement engagés dans le mouvement social contre la réforme des retraites, quelles sont à votre avis les chances qu'il a de gagner ? Quel héritage nous laissera-t-il ?

Anne : Le mouvement contre la réforme des retraites nous a permis de mettre en place le projet qu'on veut mener avec les assemblées populaires. Je pense que l'après ne sera pas pareil, en tout cas à Lille. Il y a une dynamique de prise de décision collective à travers la démocratie directe qui s'est mise en place, cela va continuer et va aboutir à des choses.

Kevin : Quelle que soit l'issue du mouvement, que la réforme des retraites soit retirée ou pas, c'est quand même une victoire car il a montré qu'il y a trois millions et demi de personnes qui sont prêtes à braver une répression terrible contre ce gouvernement. Quand on parle avec les gens dans les manif on sent que la réforme c'est pas du tout ce qu'on veut ! Ce qu'on veut c'est la justice sociale, la justice écologique, une démocratie réelle. Il y a une conscientisation générale que le système actuel ne peut pas perdurer ou alors on va dans le mur. Par contre, je suis un peu déçu du fait que ce qu'on a réussi à faire à Lille, on n'a pas pu le construire au niveau national. Ce que nous avons fait est vraiment exemplaire et porteur de perspectives énormes y compris dans l'après-mouvement : avoir une unité d'action et une unité politique avec un projet assez large, avec des organisations qui vont de LFI au NPA en passant par les syndicats de la ville et plein de groupes écolo ; il y a quand même un horizon commun qui est assez partagé et qui fait que même si on perd sur les retraites, on gagnera sur d'autres plans.

Propos recueillis par Héléne Marra
1 - <https://offensive.eco/charte/>

L'image de la semaine



Vu ailleurs

VIDÉOSURVEILLANCE BIOMÉTRIQUE AUX JO DE PARIS : LA VICTOIRE D'UN LOBBY.

Le Parlement a définitivement adopté le 12 avril le projet de loi « relatif aux Jeux olympiques et paralympiques de 2024 ». Le texte contient un article 7 qui autorise l'expérimentation de la vidéosurveillance automatisée sur le territoire français. Les députés Nupes ont déposé le 17 avril un recours contre ce projet et son article 7 auprès du Conseil constitutionnel. [...]

Comme l'a rappelé La Quadrature du Net, cet article entérine un changement d'échelle sans précédent dans les capacités de surveillance et de répression de l'État et de sa police. La vidéosurveillance automatisée (VSA) est un outil de surveillance biométrique qui, à travers des algorithmes couplés aux caméras de surveillance, détecte, analyse et classe nos corps et comportements dans l'espace public pour alerter les services de police et faciliter le suivi des personnes.

Après le déploiement ininterrompu des caméras de vidéosurveillance (dont le nombre exact n'est toujours pas connu), il s'agit d'une nouvelle étape dans la surveillance du territoire. Alors que la VSA est expérimentée depuis plusieurs années en toute illégalité, ce projet de loi sur les Jeux olympiques vient la légaliser et donner le champ libre aux industriels pour perfectionner et installer dans la durée leurs outils d'algorithmisation de l'espace public.

Comme tout terrain d'influence des lobbies, la vidéosurveillance automatisée est avant tout un marché en pleine expansion. Si l'on en croit la CNIL, qui se base elle-même sur l'étude d'un cabinet américain, le marché représentait en 2020, au niveau mondial, plus de 11 milliards de dollars, avec une croissance de 7% par an (pour celui de la vidéosurveillance, c'est même 45 milliards en 2020 et 76 milliards estimés en 2025).

Martin Drago (La Quadrature du Net) et Chiara Pignatelli (Observatoire des multinationales), « Vidéosurveillance biométrique aux JO de Paris : la victoire d'un lobby », Basta!, le 2 mai 2023.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 35 € <input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 60 € <input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 €
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Tarif jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 30 € par trimestre	
Hebdo <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre	

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire